

GENRE ET CHANGEMENTS CLIMATIQUES. LE CAS DE L'ASIE DU SUD-EST.

Par
Ena Bulatovic

Essai présenté au département des sciences sociales en vue de l'obtention du grade de maîtrise en
sciences sociales du développement

Sous la direction de Dimitri della Faille

MAÎTRISE EN SCIENCE SOCIALE DU DÉVELOPPEMENT
UNIVERSITÉ DU QUÉBEC EN OUTAOUAIS

Janvier 2024

SOMMAIRE

Mots-clés : genre, femme, changement climatique, adaptation, vulnérabilité, intersectionnalité, écoféminisme, Asie du Sud-Est, communautés autochtones

À travers cet essai, nous proposons de mettre de l'avant la relation qui existe entre l'enjeu climatique et le genre. Précisément, il s'agit de mettre en lumière les effets climatiques sur les femmes au Vietnam, en Thaïlande, aux Philippines et en Indonésie, tout en mobilisant une perspective intersectionnelle et écoféministe pour observer les mécanismes systémiques et les rapports de pouvoir sur les femmes et leur relation à l'environnement. En nous questionnant sur les effets climatiques sur les femmes dans cette région géographique, nous avons constaté que la situation est très similaire dans les quatre pays choisis : les femmes sont vectrices de changements, mais elles ont peu ou aucune opportunité de faire entendre leur voix au sein de leur communauté. Pourtant, elles détiennent des connaissances et une expérience qui pourraient être appliquées aux recommandations et pratiques internationales pour diminuer les effets de la dégradation environnementale sur l'ensemble de la population. Il en est de même pour les populations autochtones et les minorités ethniques.

En ciblant les concepts clés du genre, de l'autochtonie et des changements climatiques, nous arrivons à brosser un portrait de la réalité climatique des femmes de l'Asie du Sud-Est, tout en considérant les groupes ethniques marginalisés. D'abord, le système agricole est non seulement un pilier économique dans ces pays, mais il est également le principal mode de subsistance des populations. Les changements climatiques menacent la qualité et la quantité des récoltes agricoles

et exacerbent les problèmes sociaux. Ainsi, une féminisation du secteur agricole se produit lorsque les hommes quittent la communauté pour trouver un emploi dans une autre région, donnant alors aux femmes la responsabilité d'entretenir les terres et d'assurer la survie de leur ménage. De plus, la collecte de l'eau s'avère de plus en plus difficile en raison entre autres des sécheresses et des inondations fréquentes. Les femmes sont responsables de l'approvisionnement en eau, des moyens de subsistance et du bien-être de la communauté ce qui les pousse à se négliger elles-mêmes. En somme, la réalité climatique des femmes dans ces quatre pays est illustrée par la nécessité et la pression de devoir prendre sur leurs épaules le fardeau quasi total de la dégradation environnementale en plus de jongler avec les sphères productrices, reproductrices et communautaires qui leur appartient déjà traditionnellement.

Table des matières

SOMMAIRE	i
INTRODUCTION	1
1. PROBLÉMATIQUE.....	2
1.1 Problème de recherche	2
1.2 Revue de la littérature	8
1.3 Question(s) de recherche.....	10
2.1 Principaux concepts clés de la problématique.....	11
2.2 Principaux modèles ou approches théoriques en lien avec la recherche.....	14
2.1 L’écoféminisme.....	16
2.2 L’intersectionnalité.....	17
3.1 Présentation de la stratégie générale de la recherche	18
3.2 Présentation des instruments de collecte des données	19
3.4 Présentation de la technique d’analyse des données	20
4. ANALYSE.....	21
4.1 Le Vietnam.....	21
4.1.1 Impacts climatiques	23
4.1.2 Agriculture.....	25
4.1.3 Gestion de l’eau et aquaculture	26
4.1.4 Accès aux ressources	27
4.1.5 Triple charge de travail.....	29
4.1.6 Minorités ethniques	30
4.1.7 Synthèse.....	32
4.2 La Thaïlande.....	33
4.2.1 Agriculture.....	35
4.2.2 Pêche et l’aquaculture.....	37
4.2.3 Gestion de l’eau	38
4.2.4 Impacts climatiques sur les femmes	40
4.2.5 Impacts sur les communautés autochtones/minorités ethniques	42
4.2.6 Synthèse.....	44
4.3 Les Philippines	45

4.3.1 Impacts climatiques sur les femmes	47
4.3.2 Élevage et aquaculture.....	49
4.3.3 Agriculture.....	51
4.3.4 Accès à l'information	53
4.3.5 Communautés autochtones	54
4.3.6 Synthèse.....	56
4.4 L'Indonésie.....	56
4.4.1 Impacts climatiques sur les femmes	59
4.4.2 Agriculture.....	62
4.4.3 Communautés autochtones.....	64
4.4.4 Femmes autochtones.....	66
4.4.5 Synthèse.....	67
CONCLUSION.....	68
RÉFÉRENCES	71

INTRODUCTION

La recherche qui suit mobilise les concepts de genre et des changements climatiques, et elle mettra l'emphase sur l'Asie du Sud-Est. À l'aide d'études et de travaux publiés sur le sujet, notre objectif sera de mettre de l'avant une analyse genrée ciblant les réalités vécues par les femmes en Asie du Sud-Est face à l'enjeu des changements climatiques, tout en illustrant la complexité des mécanismes et des barrières systémiques relevant du genre, du système néolibéral et du patriarcat d'État. L'influence de ces barrières systémiques sur la vulnérabilité et l'adaptation aux changements climatiques des femmes de l'Asie du Sud-Est sera analysée à l'aide de deux approches féministes importantes dans le domaine du développement international : l'intersectionnalité et l'écoféminisme.

De fait, l'objectif de l'analyse n'est pas simplement d'énumérer les raisons qui font en sorte que les femmes de cette région sont vulnérables aux climats changeants. L'objectif est de mettre en relation deux réalités complexes, soit celle des inégalités de genre et celle de la dégradation environnementale, tout en analysant, à l'aide d'un corpus de textes, les mécanismes qui leur attribuent cette complexité. Pour ce faire, le travail sera divisé en quatre sections. Tout d'abord, dans la problématique, l'enjeu des femmes et des changements climatiques sera présenté, suivi d'une revue de la littérature sur le sujet et des questions de recherche. Le texte enchainera sur les approches théoriques utilisées. La troisième partie du travail traitera du cadre méthodologique et finalement, la quatrième partie analysera la situation des femmes vis-à-vis les changements climatiques au Vietnam, en Thaïlande, aux Philippines et en Indonésie.

1. PROBLÉMATIQUE

1.1 Problème de recherche

L'enjeu de la crise environnementale s'accroît en intensité depuis quelques décennies forçant la communauté scientifique à sonner l'alarme sur l'urgence climatique et à alerter la population sur les dangers d'atteindre ce qu'elle a nommé le point de non-retour (Denton, 2002). En mai 2019, la ministre fédérale de l'Environnement de l'époque, Catherine McKenna, déclarait le Canada en situation d'urgence climatique en ciblant particulièrement les changements climatiques entraînés directement ou indirectement par l'activité humaine (La Presse, 2019). Lorsque le changement climatique anthropique est apparu comme un enjeu dans l'agenda public dans les années 1980, la divulgation de sa sévérité était accessible qu'à une minorité d'experts par l'entremise de rapports scientifiques présentés à des conférences de haut niveau ou à des réunions politiques (Moser, 2010). De ces rencontres émergent des stratégies d'atténuation adoptées par la communauté internationale, lesquelles sont essentiellement liées à la réduction des émissions de GES. Le protocole de Kyoto, accord international visant à réduire les GES, en est un exemple.

Aujourd'hui, après plus de 40 ans de progrès dans la connaissance sur les impacts de l'action humaine sur l'environnement et un consensus plus large sur l'importance des changements climatiques, le caractère exclusif appartenant aux experts se voit atténué ; l'amélioration des pratiques médiatiques et la sensibilisation du public, du moins dans les pays dits du Nord, atteignent des niveaux de saturation (*Ibid.*). Les préoccupations et le sentiment d'urgence se font sentir de plus en plus à travers la population. De nombreux chercheurs et éthiciens climatiques - chercheurs en justice climatique ou éthique climatique - ne croient plus en la possibilité d'inverser

les effets de la crise environnementale, seuls les efforts visant l'atténuation de ces effets semblent être pertinents au point où nous en sommes (Létourneau, 2021).

Autrement dit, les effets de la dégradation environnementale causés par l'humain, notamment par la surconsommation, le gaspillage, la pollution et la surexploitation des ressources naturelles et des terres, sont pour la plupart irréversibles (Denhez, 2012). Pour que cette affirmation ait de la valeur, il faut évoquer les racines de ce problème qui se nourrit des représentations sociales occidentales (Gras, 2007). L'anthropocène, l'époque géologique actuelle dominé par l'humain ayant au centre de son évolution un système capitaliste néolibéral (Crutzen, 2007), a contribué à altérer dramatiquement nos écosystèmes en priorisant le profit au-delà de la réduction de notre empreinte écologique (Denhez, 2012). Puis, pour alléger la conscience sociétale, des concepts écologiques en surface voient le jour dont notamment le développement durable ou le développement social qui, dans les mots de Serge Latouche, sont « que les derniers-nés d'une longue suite d'innovations conceptuelles visant à faire entrer une part de rêve dans la dure réalité de la croissance économique » (Latouche, 1997, p. 90). Plusieurs chercheurs dans le domaine climatique considèrent que les mesures d'atténuation mises en place par la communauté internationale, comme l'Accord de Paris et les Objectifs de développement durable de l'Organisation des Nations Unies, sont intéressantes, mais insuffisantes pour arriver à retarder considérablement l'arrivée du point de non-retour (Létourneau, 2021).

La négligence et l'ignorance des systèmes de production face à la crise climatique ont permis une hausse du niveau d'intensité des contrecoups des changements climatiques (Keen, 2021). Précisément, mais pas uniquement, une hausse du niveau de la mer, une baisse

d'accessibilité à l'eau potable, une déstabilisation des tendances saisonnières (durée, vents, précipitations, etc.), une baisse dans de nombreux indicateurs de santé mondiale et un climat extrême plus fréquent (Masika, 2002; Prior et Heinämäki, 2017). Les impacts négatifs des changements climatiques limitent les ressources des ménages et les habiletés des individus à satisfaire à leurs besoins quotidiens compromettant alors leur droit à la vie, à la nourriture, à l'eau et à un abri (Prior et Heinämäki, 2017).

De fait, aucune région du monde n'échappe à la crise climatique. Néanmoins, plusieurs auteurs ont mis en évidence que les phénomènes mentionnés représentent des impacts climatiques qui affectent davantage les populations plus démunies, particulièrement celles qui se situent dans ce que l'on nomme le Sud global ou le « tiers-monde », puis affectent disproportionnellement les femmes de ces régions (Bryan *et al.*, 2017; Delgado-Ramos, 2015; Eastin, 2018; Jerneck, 2018; Lama *et al.*, 2021; Makowiak, 2021 ; Thomas *et al.*, 2019). Hors contexte littéraire, lors de la Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques de 2021 (COP26), le président Alok Sharma déclara sur la scène internationale que les changements climatiques affectent davantage les femmes et les jeunes filles, particulièrement lorsqu'elles se situent dans les pays en développement (United Nations, 2021).

Parallèlement, les populations du Sud global sont davantage affectées par les divers impacts des changements climatiques en raison d'un plus grand taux de pauvreté, de moins d'éducation et de formation, de même qu'un moindre accès aux soutiens institutionnels et à l'information (Yadav et Lal, 2018). Parmi les individus les plus pauvres au niveau mondial, 70% d'entre eux sont des femmes (Osman-Elasha, s.d.). Leur vulnérabilité ne provient pas d'une seule

cause, mais bien de l'interaction des processus sociaux qui découlent des inégalités socio-économiques basées sur le genre, la classe, la race, l'âge, l'incapacité et toute autre catégorie socialement construite (Delgado-Ramos, 2015). Essentiellement, la capacité de répondre et de s'adapter aux changements climatiques est structurée par les relations de pouvoir qui déterminent l'accès aux ressources, à l'information et à la disponibilité des options concernant les solutions d'adaptation et de réduction de la vulnérabilité (Djouidi *et al.*, 2016). Comme le souligne Denton, « it is widely accepted that women in developing countries constitute one of the poorest and most disadvantaged groups in society » (Denton, 2002, p. 11).

D'ailleurs, la nature a longtemps été associée à la femme, particulièrement dans le monde occidental. En effet, les symboles féminins qui lui ont été attribués, tel que dame nature, terre nourricière et terre vierge véhiculent l'image d'une nature douce, généreuse et soumise, destinée à être exploitée (Larrère, 2015). À partir de ce portrait, la nature semble refléter l'assimilation et la subordination que vivent les femmes depuis des siècles. Au sein des perspectives féministes, particulièrement l'écoféminisme, la nature s'introduit logiquement dans les réflexions sur le genre. La domination des hommes sur les femmes fait écho à une réalité environnementale visiblement concrète, la domination de l'homme sur la nature (*Ibid.*).

La littérature présente l'Asie du Sud-Est comme étant l'une des régions du monde la plus vulnérable aux changements climatiques dû notamment à la croissance démographique rapide, la dégradation des ressources naturelles, le manque d'eau potable, la dépendance à l'agriculture, l'insécurité alimentaire, l'accès limité à l'éducation et le haut taux de pauvreté (Patel *et al.*, 2019). Il est également important de considérer les enjeux historiques, diplomatiques et économiques qui

ont modelé cette région du monde à travers les années. Une restructuration importante de l'Asie du Sud-Est débute dès les années 1970 suivant, par exemple, la fin de la seconde guerre d'Indochine (1975). La présence du conflit américano-soviétique occasionne aussi une forte accentuation des conflits asymétriques de faible intensité, des guérillas et des actes terroristes (Hoffman, 2003). Comme dans d'autres régions du monde, le découpage géographique des frontières selon les principes occidentaux est l'une des plus grandes sources de tensions en Asie du Sud-Est, par exemple en Thaïlande (*Ibid.*). L'idée de juxtaposer la réalité climatique à la situation conflictuelle présente actuellement dans certains pays de l'Asie du Sud-Est permet de mettre en lumière la double vulnérabilité, climatique et conflictuelle, que vivent ces populations tout en mettant l'emphase sur la pertinence du choix de la région géographique.

En guise de rappel, l'objectif de l'essai est d'illustrer l'enjeu des changements climatiques en mettant l'accent sur la vulnérabilité et l'adaptation des femmes de l'Asie du Sud-Est. L'intersectionnalité comme outil d'analyse au sein de la théorie écoféministe permettra l'exploration des effets des catégories sociales et des rapports de pouvoir sur les femmes de l'Asie du Sud-Est et leur relation à l'environnement (Kings, 2017). Il s'agira alors d'explorer les points de rencontre entre le genre, les changements climatiques et la vulnérabilité à l'aide d'une approche féministe intersectionnelle. Puis, nous avons choisi de cibler quatre pays en Asie du Sud-Est (Vietnam, Thaïlande, Philippines et Indonésie), plutôt que de s'attarder aux onze pays qui composent cette région du continent. Le choix des pays a été déterminé avec réflexion : ayant des contextes sociaux différents, notamment quant à présence de communautés autochtones, de démographie et de secteurs économiques variés, nous avons choisis de juxtaposer les quatre pays mentionnés ci-dessus. Ces pays ont également été choisis pour contraster la recherche entre les

États continentaux, le Vietnam et la Thaïlande, et les États archipélagiques, les Philippines et l'Indonésie, qui vivent des réalités climatiques différentes selon leur emplacement géographique ce qui nous permet d'avoir une analyse qui démontre davantage un contraste.

Cette recherche a une grande importance sociale considérant que les changements climatiques sont un problème universel aux conséquences drastiques sur l'être humain. Le fait de négliger environ la moitié de la population mondiale ne peut qu'aider à creuser un plus grand fossé dans l'inégalité de genre. Pour éviter de contribuer à perpétuer ce *wicked problem* (problème social ou culturel qui semble impossible à résoudre) (DeFries et Nagendra, 2017), il est primordial de mettre en lumière la disparité genrée des expériences climatiques, ce qui est l'objectif de cet essai. Les connaissances des femmes et leur capacité à s'adapter sont restreintes par les relations de pouvoirs genrées, mais elles sont également la clé à la mise en œuvre de stratégies d'adaptation respectueuses de l'environnement et de l'égalité de genre. Leurs expériences des impacts climatiques appliquées aux recommandations et aux pratiques internationales peuvent contribuer à fortement diminuer les effets climatiques ressentis non seulement chez les femmes, mais aussi chez les hommes. Le fait de mettre les femmes au cœur des analyses climatiques ne peut être que bénéfique pour l'ensemble de la société. Puis, en ne prenant pas en compte la manière dont les dynamiques de genre affectent les expériences des systèmes de marché ou des phénomènes sociaux mondiaux, ou la manière dont elles influencent le bien-être, revient à négliger des éléments critiques qui façonnent les réalités de l'ensemble de la population mondiale.

Les arguments, les revendications et les calculs des économistes de notre ère - durant laquelle les politiques néolibérales (les politiques d'ajustement structurel, les transferts

conditionnels en espèces, la lutte contre la pauvreté et plus encore, mis de l'avant par les grandes institutions financières) et leur lot de destructions sociales et environnementales s'illustrent particulièrement - ont exercé une grande influence globale, plus que l'opinion des scientifiques en climatologie ou des approches féministes, sur les politiques publiques et sur la bonne façon de procéder pour combattre la crise écologique (Keen, 2021). À travers cet essai, la pertinence scientifique peut émaner des approches féministes utilisées, qui ont le potentiel d'être appliquées aux politiques d'atténuation et d'adaptation ou bien comme outil d'analyse pour comprendre comment l'interaction de multiples dimensions sociales et structures de pouvoir peut déterminer l'adaptation, la résilience et la vulnérabilité de certains groupes non homogènes - les femmes du Sud-Est asiatique - face aux changements climatiques.

1.2 Revue de la littérature

Jusqu'à présent, la recherche littéraire s'est présentée sous une grande catégorie qui mène à expliquer la délimitation du sujet de l'essai : la relation des femmes aux changements climatiques. Depuis plusieurs années, nous observons une augmentation des ouvrages qui abordent la question des changements climatiques, alors qu'il est plus récent de lire sur l'impact particulier que la crise climatique exerce sur les femmes. L'idée que la transgression des limites écologiques de la planète a des implications profondes sur l'humain puisque les impacts exacerbent les problèmes existants tels que l'insécurité foncière, la pauvreté et l'inégalité, la marginalisation des populations les plus pauvres, les migrations induites par le climat et les guerres liées aux ressources est discutée par certains (Delgado-Ramos, 2015 ; Keen, 2021). Sans explicitement considérer le genre dans leur analyse, ils amorcent la discussion sur l'impact sociologique de la

dégradation environnementale. D'autres écrits s'attardent aux raisons économiques, politiques et historiques qui expliquent pourquoi certaines communautés et certains peuples sont exposés et affectés de manière disproportionnée par les menaces climatiques (Thomas *et al.*, 2019 ; Scott *et al.*, 2021).

De plus, d'autres écrits ont mis en évidence la notion d'égalité de genre au sein de la crise climatique en évoquant le fait que les disparités présentes entre les hommes et les femmes en matière de vulnérabilité aux changements climatiques ne reflètent pas seulement les inégalités de genre préexistantes, mais qu'elles les renforcent également (Eastin, 2018 ; Jerneck, 2018 ; Pearse, 2017 ; Lama *et al.*, 2021). D'ailleurs, les recherches récentes considérant une analyse genrée des changements climatiques dans une région particulière du Sud global, comme en Afrique (Ampaire *et al.*, 2020; Henriksson *et al.*, 2021 ; Owusu *et al.*, 2018 ; Partey *et al.*, 2020 ; Tiwa *et al.*, 2017) ou en Asie (Bhadwal *et al.*, 2019 ; Moriggi, 2018; Patel *et al.*, 2019, Price, 2018 ; Vinke *et al.*, 2017 ; Yadav et Lal, 2018) sont relativement présentes dans la littérature. Il en est de même pour les études produites en Asie du Sud-Est (Basconcillo, 2019 ; Cai, 2022 ; Nong *et al.*, 2020 ; Pratiwi *et al.*, 2017 ; Tickamyer et Kusujiarti, 2020) qui analysent l'adaptation des populations face aux changements climatiques tout en considérant l'égalité de genre ou en adoptant une perspective genrée qui présente les différences entre homme et femme lié à l'adaptation sans explorer les leviers systémiques de ces différences. Ainsi, même si la littérature s'intéresse à ce sujet, les analyses présentées nous paraissent parfois comme étant partielles ou incomplètes.

De ce fait, pour comprendre les mécanismes qui œuvrent au sein des changements climatiques et du genre, il faut les observer à l'aide d'approches féministes adaptées :

l'intersectionnalité et l'écoféminisme. Plusieurs auteurs et autrices ont établi le lien entre l'approche et le phénomène climatique afin de mettre en lumière la plus grande vulnérabilité non seulement des femmes, mais de tous individus qui ne s'identifie pas comme étant un homme hétéro blanc (Djoudi *et al.*, 2016 ; Erwin *et al.*, 2021 ; Gonda, 2017 ; Kings, 2017 ; Steinfield et Holt, 2020). Ce regard nous oblige non seulement à analyser comment les changements climatiques affectent davantage les femmes, mais également pour quelles raisons cela se produit.

1.3 Question(s) de recherche

Dans la littérature portant sur les femmes et les changements climatiques, il semble être suffisamment rapporté que les femmes vivent les changements climatiques de manière différente que les hommes. La littérature montre que les femmes sont à la fois les plus affectées par les changements climatiques, notamment dus aux normes sociales et traditions culturelles qui leur sont associées, et les plus aptes à y remédier (Djoudi *et al.*, 2016 ; Kings, 2017 ; Makowiak, 2021 ; Patel *et al.*, 2019 ; Ravera *et al.*, 2016 ; Vinke *et al.*, 2017 ; Yadav et Lal, 2018). Ces deux idées, quoiqu'elles paraissent contradictoires, sont en fait coévolutives et interdépendantes. De façon particulière, les femmes des pays sous-développés sont socialement, économiquement et politiquement les plus vulnérables à la crise climatique. Ainsi, en tenant compte de la nécessité de se situer géographiquement dans un des espaces les plus vulnérables à la crise climatique, la question suivante se doit d'être posée : selon la littérature sur le sujet, quels sont les effets des changements climatiques sur les femmes de l'Asie du Sud-Est?

Suivant la réflexion présente dans la revue de la littérature, la question de l'impact climatique sur la population se complique lorsque l'on tient compte du système capitaliste, du

patriarcat, de la mondialisation, des inégalités de genre et des dynamiques de pouvoirs qui accentuent les conséquences des changements climatiques selon les catégories et les identités socialement construites qui nous ont été attribuées dès notre naissance et qui déterminent notre valeur sociétale. Très peu d'attention est portée sur les dynamiques de pouvoir de même que sur les relations sociopolitiques et socio-économiques. C'est ainsi que les deux sous-questions suivantes guideront l'analyse de l'essai : 1) dans quelles mesures les approches féministes de l'intersectionnalité et de l'écoféminisme considèrent-elles les changements climatiques et 2) en quoi ces approches peuvent-elles permettre l'établissement d'un portrait des réalités climatiques vécues par les femmes de l'Asie du Sud-Est?

2. CADRE THÉORIQUE

Dans ce chapitre nous allons voir les principaux concepts qui sont présents dans notre problématique de recherche et notre analyse, les approches féministes utiles pour notre recherche, ainsi que les approches sélectionnées afin d'orienter notre enquête.

2.1 Principaux concepts de la problématique

Genre

Le genre est un concept qui réfère « au sexe biologique, assigné à la naissance et matérialisé dans le corps ; l'identité de sexe ou genre, c'est-à-dire les rôles attachés au masculin et au féminin, qui se construisent en interaction avec l'environnement social ; l'orientation sexuelle, soit l'attraction pour l'un ou l'autre sexe » (Gravillon, 2014, 21). Pour Lachenal (2016), ce concept se

définit par un rejet du sexe comme étant biologique et inné. C'est également une manière de concevoir les rapports de domination entre la femme et l'homme (Alahira, 2014). Le genre englobe tout ce qui entoure et s'oppose à la binarité catégorielle (homme et femme), rejetant l'asymétrie voulant que les attributs féminins se distinguent du masculin par leur infériorité supposée (Lachenal, 2016). Pour de Beauvoir (1986), le genre renvoie plutôt au « sexe social » où les identités sexuées sont directement liées aux composantes culturelles et où l'idéal masculin et féminin reflète les effets des processus sociaux (construction sociale).

Changement climatique

Le climat correspond à la distribution météorologique dans le temps sous un certain régime de conditions extérieures variables qui réfèrent au terme *changement*. Ainsi, le changement climatique est une variation du climat selon des conditions externes données (Werndl, 2016). Dans la convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC), le changement climatique est défini uniquement comme des changements dans le climat résultant de l'activité humaine (Pielke Jr., 2005). Pour Pielke, cette définition est trop restreinte et exclut les changements climatiques provenant de sources autres que l'activité humaine (*Ibid.*). Dans le même article, l'auteur cite Zillman (2003) pour qui les changements climatiques proviennent de variations d'origine naturelles et malgré l'influence majeure de l'activité humaine sur la progression et la dégradation climatique alarmante, certains changements sont susceptibles de se produire par eux-mêmes à travers le temps.

Patriarcat

Dans l'article de Beechey intitulé *On patriarchy* (1979), l'auteur compare plusieurs définitions du patriarcat. Elle mentionne également que le concept n'est pas nouveau : il a été longtemps utilisé par des féministes antérieures comme Virginia Woolf (1929) et Vera Brittain (1933), de même que par Max Weber (1968), sociologue réputé. Pour Kate Millet (1969), le patriarcat désigne les relations de pouvoir par lesquelles les hommes dominent les femmes, alors que pour Juliet Mitchell (1974), le patriarcat fait référence aux systèmes de parenté et au pouvoir symbolique des pères dans ces systèmes. Dans notre recherche, le patriarcat fait référence au système de domination des hommes sur les femmes.

Néolibéralisme

L'origine précise du néolibéralisme est disputée par les chercheurs. Pour Raewyn Connell (2012), le néolibéralisme prend sa pleine forme sous la gouvernance et les politiques de Margaret Thatcher (1979 à 1980) et de Ronald Reagan (1981 à 1989) qui ont eu pour effet d'encourager la globalisation et d'exacerber les inégalités. Dans l'ouvrage collectif intitulé *Qu'est-ce que le néolibéralisme?*, plusieurs auteurs définissent le néolibéralisme (Amin *et al.*, 2006). Pour Giovanni Arrighi (2006), le néolibéralisme émerge de la politique du *New Deal* autour de 1934 et se répand à travers l'envie occidentale de développer le tiers-monde pour l'obtention de capital. Makoto Itoh (2006), pour sa part, mentionne que le néolibéralisme est fondé sur le principe de libre marché, de la compétition, de la privatisation et qu'il répond à l'échec du keynésianisme. François Chesnais (2006) ne parle pas de néolibéralisme, mais bien de mondialisation du capital pour décrire le même phénomène. Finalement, Claudio Katz (2006) voit le concept néolibéral comme une accumulation

de capital par les classes dominantes, un outil de régimes politiques autoritaires et une idéologie droitnière.

2.2 Principaux modèles ou approches théoriques possibles en lien avec la recherche

L'approche **Genre et développement** (GAD) émerge comme critique du courant *Women in Development* (WID) et suit le courant *Women and Development* (WAD). Le GAD mobilise la notion du genre à travers l'idée générale que les femmes ne sont pas une catégorie homogène et que le genre est historiquement et socialement construit (Wilson, 2018). En ayant au centre de la réflexion le foyer et la reproduction sociale, ce courant met en lumière les inégalités au sein des ménages, particulièrement au sein du partage des ressources et du pouvoir (Alahira, 2014). Le GAD met aussi de l'avant les différences dans les structures domestiques selon la région du monde analysée. L'espace géographique influence le partage des rôles et des tâches genrés en limitant l'accès à l'autonomie et au contrôle des activités et la gestion des ressources par les femmes (Mohanty, 1984).

Le **féminisme postcolonial** est une juxtaposition ou une fusion de la théorie postcoloniale, et des rapports de genre racisés, pour s'opposer au féminisme hégémonique (Chambers et Watkins, 2012). Cette approche réfère à la manière dont le féminisme analyse les rapports de colonisation. Brièvement, cette approche permet d'étudier le caractère sexué du colonialisme en explorant les représentations de la différence sexuelle et culturelle intrinsèquement liées (Dechaufour, 2008). Le féminisme postcolonial conteste l'universalisme du féminisme occidental et de l'anthropocène. Ce courant est inspiré des études postcoloniales, des études subalternes, des féministes dissidentes,

de l'ouvrage *Orientalism* de Said (1978) et de l'ouvrage *Can the Subaltern Speak ?* de Spivak (1985) (*Ibid.*).

Le terme **écoféminisme** apparaît en 1972 dans l'ouvrage de Françoise d'Eaubonne intitulé *Le féminisme*, inspiré de Serge Moscovici et de Simone de Beauvoir (d'Eaubonne, 1974). L'écoféminisme est la dénonciation de la domination masculine sur les femmes et sur la nature par un croisement entre une révolution féministe et écologique, car c'est cette domination de l'homme qui perpétue la dégradation environnementale (*Ibid.*). Cette approche met en relation l'exploitation de la nature par les hommes et l'oppression des femmes par les hommes. Les deux autrices pionnières de l'écoféminisme d'aujourd'hui, Maria Mies et Vandana Shiva, parlent de décoloniser le Nord qui serait « au moins aussi malade de son « sur-développement » que l'est le Sud de son « sous-développement » (Burgart Goutal, 2017, p.22).

Considérant la grande disparité du corpus des idées, l'écoféminisme dit *essentialiste* ou *constructiviste* côtoie l'écoféminisme *spirituel*, tantôt en s'opposant, tantôt en s'unissant (Burgart Goutal, 2017). Le premier courant (essentialiste) est celui qui nous intéresse selon les objectifs établis dans ce travail. Les femmes et la nature sont les cibles des systèmes socio-économiques de destruction de la société moderne. En d'autres mots, les femmes tout comme la nature vivent une forte exploitation par le système économique capitaliste, malgré le fait qu'elles soient toutes deux essentielles au bon déroulement économique (Gandon, 2009)

L'**intersectionnalité** est une approche qui désigne l'interaction entre le genre, la race, l'âge, la classe sociale et toutes autres catégories construites socialement servant à différencier les

individus par l'attribution d'une identité, en plus d'inclure également les pratiques sociales, les dispositions institutionnelles et les valeurs culturelles (Davis, 2015). Les interactions entre les identités sociales sont régies en termes de pouvoir et se maintiennent par la perpétuation des normes racisées de genre qui surviennent par l'exploitation des catégories de race et de sexe, par exemple, comme étant opposées et non alliées (Dorlin, 2005). Kimberlé W. Crenshaw (2005) a été la première à introduire ce concept, au niveau universitaire, dans un de ses travaux publiés en 1989 afin d'illustrer les réalités des luttes des femmes de couleur. Leslie McCall mentionne « one could even say that intersectionality is the most important theoretical contribution that women's studies, in conjunction with related fields, has made so far » (McCall, 2005, p. 1771). L'approche intersectionnelle se perçoit comme étant transversale, multidisciplinaire et inclusive. Grâce à sa flexibilité et son imprécision, elle offre la possibilité de maintes trajectoires (Bilge, 2019).

Pour notre essai, nous retiendrons deux approches parmi les quatre qui ont été présentées, soit l'écoféminisme et l'intersectionnalité. La section suivante explique les raisons de ce choix.

2.1 L'écoféminisme

Pour l'écoféminisme, la modernité, la conviction dans le progrès, l'innovation technologique et l'industrialisme ont eu pour effet volontaire d'éloigner les femmes de la nature (Spretnak, 2019). L'évolution de la planète et de l'humain dépend de la perception et de la compréhension des impacts humains sur la nature et nécessite précisément un rejet du paradigme patriarcal capitaliste, soit la mécanisation du monde, une économie compétitive centrée sur le profit, de même qu'une culture de violence où la guerre est un outil de dominance et un secteur économique profitable aux pays plus riches (Shiva et Mies, 2014). Ainsi, l'écoféminisme se traduit

par une envie de résister à la domination sous toutes ses formes dans l'intérêt de l'émancipation humaine et la survie de la Terre (Gournay, 2019). Au sein des tendances écoféministes, la nature, ou bien l'environnement, s'introduit logiquement dans les réflexions sur le genre en ajoutant au portrait de base, la domination des hommes sur les femmes, une réalité environnementale visiblement concrète, la domination de l'homme sur la nature (Larrère, 2015). Ce dualisme crée une domination interreliée qui maintient la tendance de la supériorité écologique des humains et la supériorité culturelle des hommes signifiant que la libération des femmes doit se faire simultanément à la libération de la nature (Traduction libre, Kings, 2017, p. 71). Le choix de cette approche s'exprime par le fait que les écoféministes croient fortement que non seulement les femmes sont affectées disproportionnellement par les changements climatiques, elles sont également exclues des discussions concernant les politiques d'adaptation et de réduction de la crise climatique (Gaard, 2015).

2.2 L'intersectionnalité

La deuxième approche sélectionnée est celle de l'intersectionnalité. L'intersectionnalité offre un cadre d'analyse qui s'inscrit dans un ensemble toujours aussi complexe de dynamiques de pouvoir pour interpellier l'enjeu climatique. Les impacts de la crise écologique, de même que les stratégies de mitigation et d'adaptation, semblent renforcer les structures sociales et la catégorisation (Djoudi *et al.*, 2016). Même si les études et les initiatives politiques qui ciblent une seule catégorie ont un certain mérite dans le dévoilement des relations de pouvoir dans les changements climatiques, elles ne peuvent alors considérer comment la base de l'inégalité est entrelacée avec les autres structures et formes de domination (*Ibid.*). Cela étant dit, « the aim of intersectionality is not simply to include as many analytical categories as possible [...] but to widen

the perspective and reflect upon what factors may be relevant in a particular setting » (Kaijser et Kronsell, 2014, p. 422). De fait, les pratiques sociales, les valeurs culturelles et les dispositifs institutionnels interagissent avec les rapports de pouvoir (Davis, 2015; Bilge, 2019) qui se fusionnent aux identités sociales et dictent les effets qu'auront les changements climatiques sur une communauté versus une autre. Essentiellement, la capacité de répondre et de s'adapter aux changements climatiques est structurée par les relations de pouvoir qui déterminent l'accès aux ressources, à l'information et à la disponibilité des options concernant les solutions d'adaptation et de réduction de la vulnérabilité (Djoudi et al., 2016, p. 249). Cet essai illustre non seulement les impacts disproportionnés de la crise climatique sur les femmes, mais également comment les structures sociales d'enjeux spécifiques peuvent influencer la vulnérabilité de ces individus.

3. MÉTHODOLOGIE

3.1 Présentation de la stratégie générale de la recherche

Pour notre essai, nous avons choisi d'adopter une approche qualitative de recension des écrits. La recherche qualitative n'est pas caractérisée par des données, mais plutôt le sens et l'observation de phénomènes sociaux (Strauss et Corbin, 1990). Même s'il existe une certaine controverse concernant la définition précise de la recherche qualitative, la plupart des auteurs lui attribuent les caractéristiques mentionnées précédemment, notamment celle de traiter des données difficilement quantifiables (Taylor et Bogdan, 1984).

De fait, cette approche convient mieux aux objectifs de notre essai sur les changements climatiques puisqu'elle est plus souple et inductive que la recherche quantitative qui est

relativement mathématique et déductive (*Ibid.*). L'approche qualitative est axée sur l'analyse des processus sociaux, le sens donné à certains actes ou faits et la construction de réalités sociales (Taylor et Bogdan, 1984). Certaines statistiques seront certainement présentées dans la recherche, mais puisqu'elles ne sont pas mises en premier plan et que nous utilisons des approches féministes pour étudier le problème de la dégradation environnementale, la recherche qualitative s'applique mieux à l'ensemble de l'analyse.

3.2 Présentation des instruments de collecte des données

Pour les fins de notre recherche une recension des écrits sera privilégiée. Cet outil de collecte permet de déterminer la qualité et la valeur de documents choisis afin de répondre à la question de recherche. Il répond aux mêmes critères que les autres méthodes de collecte qualitatives, c'est-à-dire qu'elle permet de générer des théories, de développer des pratiques et d'éclairer des questions et phénomènes sociaux (Samson *et al.*, 2004). La recension des écrits est un outil de recherche d'information qui consiste à mettre en place un inventaire des connaissances disponibles sur un sujet donné afin d'enrichir la réflexion sur le sujet et de consolider la question de recherche posée. (Tétreault, 2014). Pour pouvoir illustrer la problématique des changements climatiques et du genre se déroulant dans une région du monde moins accessible dans le contexte actuel de pandémie (Covid-19), la recherche documentaire semble être la voie la plus avantageuse pour arriver à non seulement mettre de l'avant les conséquences climatiques sur les femmes, mais aussi à appliquer les approches féministes choisies, toutes les deux déjà bien documentées. Dans l'optique de possiblement arriver à améliorer les politiques et pratiques liées à l'atténuation des effets climatiques, la valeur de l'examen de documents pour notre recherche provient de la

littérature qui a réussi, a priori, à illustrer la dimension genrée des changements climatiques et qui nous permet aujourd'hui d'explorer les barrières systémiques à l'œuvre.

3.4 Présentation de la technique d'analyse des données

Les documents sélectionnés seront analysés par la méthode de l'analyse de contenu critique. Cette technique réfère à une analyse des communications ou données préexistantes à travers un corpus de documents textuels recueillis (Bardin, 2013). L'analyse de contenu permet d'interpréter des documents choisis au préalable afin de faire ressortir des caractéristiques, des opinions et des théories semblables ou divergentes entre les textes choisis (*Ibid.*). Le but est de dégager le sens de ce qui est présenté par autrui et de l'appliquer à une analyse qui nous appartient. Plusieurs sources littéraires peuvent être utilisées telles que les articles de revues scientifiques, les livres, les articles de journaux, les mémoires, les thèses et les documents d'archives (Strauss et Corbin, 1990). La recherche littéraire et son analyse ne vont pas être centrées uniquement sur le recensement ou le résumé des données recueillies dans la littérature. Un regard critique sera posé sur cette analyse de contenu afin de répondre à nos sous-questions de recherche qui réfèrent aux deux approches.

4. ANALYSE

Dans ce chapitre nous allons analyser la situation climatique et son impact genré sur les femmes, en plus de se pencher sur le cas des communautés autochtones et des minorités ethniques en Asie du Sud-Est, précisément au Vietnam et en Thaïlande, deux pays continentaux, et aux Philippines et en Indonésie, deux pays archipélagiques, qui se distinguent géographiquement et démographiquement entre eux.

4.1 Le Vietnam

Une réalité se concrétise davantage au fil des ans à l'échelle mondiale : les pays du Sud global et les pays côtiers souffrent davantage de la crise climatique que les pays développés. Plusieurs études ont montré que le Vietnam est l'un des pays les plus touchés par les changements climatiques en raison de ses conditions géographiques et naturelles ainsi que de son urbanisation rapide, massive et non planifiée (Trung, 2013 ; Dasgupta, 2018 ; Ylipaa *et al.*, 2019 ; Nong & Gan, 2020 ; Thao, 2021 ; Phuong *et al.*, 2023). Géographiquement, le Vietnam est situé dans une zone de mousson tropicale, exposé aux catastrophes naturelles avec ses 3260 km de côtes maritimes, puis se situant dans la trajectoire des typhons provenant de l'ouest du Pacifique (Trung, 2013). Sur le plan politique, il s'agit d'un pays sous régime communiste dirigé par le Parti communiste vietnamien (PCV) depuis 1945 (*Ibid.*). Historiquement, la fin de la deuxième guerre d'Indochine en 1975 a été suivie d'une crise économique marquée par une forte inflation, une faible productivité et des pénuries alimentaires (Ylipaa *et al.*, 2019). Ce contexte a permis de créer les conditions facilitant la réforme économique du *đổi mới* en 1986, régime caractérisé comme la troisième phase du communisme au pays, qui a marqué l'ouverture officielle des marchés vietnamiens à l'économie mondiale néolibérale réduisant le contrôle de l'État sur les citoyens et les investisseurs, c'est-à-

dire le passage à un marché déréglementé, à la propriété privée, à l'entrepreneuriat individuel et aux investissements étrangers (*Ibid.*). « Through *đổi mới*, the agricultural system changed from a model of subsidised collective farming towards a market-oriented, production-based model involving land lease » (*Idem.*, p.4).

Une grande partie de la croissance économique du pays a été favorisée par l'augmentation de la productivité et des exportations dans le secteur de production du riz (Dasgupta, 2018). Bien que le pays soit devenu équipé d'une économie plus ouverte au marché mondial, il ne s'est pas totalement adapté au capitalisme : l'État a le pouvoir de gouverner le marché, ses industries et la population, principalement en contrôlant les ressources foncières et les capitaux (Ylipaa *et al.*, 2019). Le pays se situe au carrefour d'une croissance économique tout en étant confronté à des risques de ralentissement du développement en raison des impacts climatiques (Dasgupta, 2018). D'ailleurs, la place centrale accordée aux ressources naturelles, précisément à l'agriculture et l'aquaculture, en ce qui a trait à l'emploi, la sécurité alimentaire, l'exportation et la réduction de la pauvreté ou, en d'autres termes, tout ce qui assure la croissance économique du pays, est en péril. L'élévation du niveau de la mer, les inondations, les typhons, les sécheresses et tous les événements météorologiques extrêmes causent des ravages au sein de la production agricole. Près de deux tiers de la population dépendant de l'agriculture ont été affectés durement par les changements climatiques et les catastrophes naturelles (Nong et Gan, 2020, p. 954). De fait, les moyens de subsistance découlent de sources de revenus très peu diversifiées sensibles au climat dont la culture du riz et la pêche de crevettes, par exemple (Trung, 2013). Depuis les réformes économiques et principalement en raison des tâches ménagères non rémunérées, le travail des femmes est devenu moins visible – le système de commandement précédent misait sur le travail

collectif et permettait aux agriculteurs d'obtenir des points individuels pour les tâches accomplies à l'intérieur et à l'extérieur des ménages – et a augmenté la charge de travail des femmes depuis la privatisation du domaine agricole (Ylipaa *et al.*, 2019).

4.1.1 Impacts climatiques

La crise climatique affecte grandement les moyens de subsistance et le bien-être des agriculteurs vietnamiens, toutefois, il convient de préciser que les agriculteurs et les agricultrices n'ont pas les mêmes expériences en ce qui concerne les effets des changements climatiques. Le résultat du croisement entre la dimension de genre et la dimension climatique au Vietnam révèlent que les femmes sont plus sensibles de vivre les effets des changements climatiques que les hommes en termes de stratégies de subsistance et d'alimentation, d'autant plus celles qui sont pauvres, qui proviennent d'une communauté ethnique marginalisée et qui vivent dans des zones rurales (Nong & Gan, 2020, p. 954). Le genre est présenté différemment selon les cultures, ce qui aboutit à des différentes attentes, responsabilités et droits selon ce qui est culturellement attribué aux femmes et aux hommes (Dasgupta, 2018). Au Vietnam, l'intersection des inégalités sociales, des rôles et droits genrés, de l'accès aux ressources naturelles, de la pauvreté, des infrastructures inadéquates, des ressources financières absentes et des plans de gestion de risques climatiques inaccessibles et inefficaces, est responsable de la disproportionnalité des effets climatiques sur les femmes (Phuong *et al.*, 2023). Les impacts climatiques ont tendance à exacerber la pauvreté et la vulnérabilité des communautés marginalisées dues à l'ethnicité, le sexe, le statut économique, etc. (Dasgupta, 2018). L'industrie du tourisme, par exemple, est un secteur économique important au Vietnam puisqu'il représente plus de 9% du PIB annuel du pays en 2019 (Nguyen, 2022) et emploie majoritairement des femmes (54%) en 2021 (UNWTO, 2021). Le tourisme contribue de manière

significative à la crise climatique - environ 8 % des émissions mondiales, alors que les visiteurs sont à l'origine de nombreux autres problèmes, notamment le surdéveloppement et la dégradation des zones naturelles (Pattee & Liu, 2021). La relation complexe entre le tourisme et le climat a été illustrée pleinement lors de la pandémie : la faune et la flore ont prospéré alors que l'économie des pays a chuté, les multiples fermetures imposées depuis 2020 ont entraîné d'importantes pertes d'emplois et une grande difficulté à rebâtir ce secteur depuis (*Ibid.*). Les femmes sont davantage affectées simplement puisqu'elles sont davantage impliquées dans ce secteur de l'emploi.

Parallèlement, les femmes et les filles deviennent encore plus à risque de violence genrée dans des circonstances de catastrophes naturelles où les tissus sociaux se désintègrent, de même que les structures politiques et juridiques s'effondrent (Nguyen & Rydstrom, 2018). Étant donné que la magnitude d'une catastrophe naturelle est partiellement influencée par le contexte politico-économique et socioculturel, ceci est particulièrement observable dans des régions où les inégalités socio-économiques spécifiques au genre sont ancrées dans l'anatomie sociale, ce qui a tendance à exacerber les inégalités et augmente le nombre de cas de violence faite sur les femmes (*Idem.*, p.57). Il existe une tendance répandue en Asie du Sud-Est qui consiste à percevoir les victimes de violence comme un indicateur de « l'incapacité de la femme à bien s'occuper de sa famille, à faire plaisir à son mari et à gérer des problèmes familiaux de manière appropriée » (*Ibid.*). Cette tendance à responsabiliser les femmes pour la violence qu'elles subissent s'intègre dans les tissus sociaux et devient une violence structurelle qui s'intensifie dans le cadre de la crise climatique. Dans ce contexte, on ne fait pas référence simplement à des blessures physiques, mais plutôt à une violence intégrée dans la structure socioculturelle qui se manifeste sous la forme d'inégalité de pouvoir et d'inégalité des chances (Desai & Mandal, 2021). La modification de l'environnement

par des phénomènes externes - tels que les changements climatiques - place les femmes et les filles dans une position plus vulnérable. « The existing gender inequalities heighten much more during contingencies or emergencies such as disasters and pandemics, calamities and conflicts especially when climate change results in gender-differentiated impacts » (*Idem.*, p.139).

4.1.2 Agriculture

L'impact des changements climatiques sur les femmes dans le secteur agricole est observable par la division sexuée du travail et le fardeau des responsabilités supplémentaires assumées par les femmes en raison des normes de genre culturelles qui interdisent leur participation active à la prise de décision à l'intérieur et à l'extérieur de leur ménage (Thao, 2021). Une grande partie de la population vietnamienne, en particulier les femmes, est impliquée dans le secteur agricole et d'élevage (Trung, 2013). Officiellement, en 2022, moins de 30% des postes dans les organisations agricoles et de développement rural au niveau provincial sont occupés par des femmes, mais la FAO considère que les femmes composent 63.4% de la main-d'œuvre active dans le domaine agraire (Viet Nam News, 2022). D'ailleurs, en 2018, elles occupaient près de trois quarts de la main-d'œuvre dans le secteur de l'élevage à petite échelle et étaient responsables de 80 à 90% du travail effectué dans l'élevage (McKinley *et al.*, 2018, p.127). Leur dépendance à l'égard de la terre et des ressources naturelles pour assurer la réussite de leur production agricole les rend ainsi plus vulnérables au changement climatique (UN Women, 2022).

Une augmentation de l'incertitude et de l'insécurité liée à l'agriculture et l'élevage dus aux changements climatiques qui modifient drastiquement la saison humide (ou des pluies) entraînant

une plus grande concentration des précipitations, une augmentation en intensité, en fréquence et en durée des inondations rendant très difficile et surtout imprédictible la pratique agricole (Trung, 2013). Considérant que les terres agricoles se situent majoritairement dans les bassins fluviaux et qu'elles dépendent de l'irrigation pour l'arrosage des cultures, les phénomènes climatiques comme la hausse du niveau de la mer, l'intrusion d'eau salée, les inondations, de même qu'à l'inverse, les sécheresses, menacent le mode de vie et par le fait même, les moyens de subsistance des femmes au Vietnam (Trung, 2013).

4.1.3 Gestion de l'eau et aquaculture

Lors des sécheresses, l'insécurité liée à l'accès à l'eau augmente le niveau de travail des femmes, car elles sont responsables d'assurer la collecte d'eau et la facilité d'accès à cette ressource. Leur rôle domestique traditionnel en tant que principales collectrices d'eau limite leurs opportunités sociales, éducatives et économiques (UN Women, 2022). La santé des femmes est plus sensible au manque d'eau potable en raison de leur besoin d'eau propre pendant la menstruation, la grossesse et les activités de soins du foyer desquels elles sont responsables (*Ibid.*). Le secteur de la gestion de l'eau, sous le contrôle de l'État, complique le travail des femmes : nombreuses politiques nationales considèrent les femmes comme un groupe vulnérable qui bénéficient des ressources d'eau (Thao, 2021). Ainsi, les politiques mises en place par l'État freinent la capacité des femmes à gérer elles-mêmes cette ressource et par le fait même, de les voir comme agentes de changement pour préserver l'eau (*Ibid.*). Il n'existe toutefois aucune politique révisée en matière de gestion de l'eau qui reconnaisse la nécessité d'aborder de manière cohérente les questions relatives au genre, aux changements climatiques et à l'eau ni de mécanismes de suivi

ou d'évaluation de la dimension de genre, puisque l'égalité entre les hommes et les femmes est traitée principalement comme une composante supplémentaire et non comme étant intrinsèquement lié au problème climatique (UN Women, 2022).

De plus, l'aquaculture est traditionnellement considérée comme une activité masculine. Il existe une conception culturelle présente au Vietnam selon laquelle les menstruations sont une source de pollution (Ylipaa *et al.*, 2019, p. 8). Cette idée de la biologie féminine voudrait alors que les femmes ne puissent travailler dans l'aquaculture, car elles risquent de polluer l'eau et de nuire à l'élevage d'espèce marine, majoritairement les crevettes (*Ibid.*). De fait, il s'agit d'un cadre normatif permettant de justifier l'exclusion des femmes des tâches à haute valeur socioculturelle et économique. Cette tendance illustre une dynamique de pouvoir patriarcale qui dicte que les femmes sont hiérarchiquement inférieures par rapport aux hommes, démontrés dans ce cas-ci par leur menstruation conçue comme polluante.

4.1.4 Accès aux ressources

La sécurité alimentaire des femmes au Vietnam est en danger : les moyens de subsistance des ménages dirigés par des femmes sont plus vulnérables aux changements climatiques que ceux des ménages dirigés par des hommes (Nong & Gan, 2020). Ce phénomène d'inégalité est attribuable notamment aux normes culturelles qui restreignent le comportement des femmes lorsqu'elles sont face à des catastrophes climatiques. Les femmes qui sont chargées simultanément des tâches ménagères et agricoles ne peuvent obtenir d'informations du public ou des réunions communautaires concernant les risques climatiques potentiels et les politiques en place pour les

mitiger (*Ibid.*). Ce manque d'accès à l'information affaiblit la capacité des femmes à réagir efficacement à la crise climatique, donc elles sont généralement moins aptes à s'adapter aux pratiques liées à l'agriculture intelligente en raison de leur moindre accès aux ressources telles que le financement, l'information et les services de vulgarisation (UN Women, 2022 ; McKinley *et al.*, 2018). « Globally, it is estimated that, if rural women had the same access to agricultural resources (physical, financial, educational, etc.) as men, yields could increase by 20-30% and hunger could be decreased by 12-17% » (McKinley *et al.*, 2018, p.44).

Dans la même lancée, la division genrée du travail, des revenus et des décisions prises dans le ménage est reflétée par le fait que de nombreuses femmes ont un accès et un contrôle limité sur certaines ressources telles que les services agricoles, le crédit et les droits de propriété de la terre (Nong & Gan, 2020). Les hommes ont la capacité de se déplacer librement au sein de la communauté, de participer à des activités publiques, d'être présents lors de discussion et d'avoir accès à l'information, tandis que les femmes sont considérées comme responsables des tâches ménagères, du soin des enfants et du travail dans les champs, ce qui les empêche de créer des réseaux et d'accéder à l'information (Ylipaa *et al.*, 2019 ; Nong & Gan, 2020). De plus, les femmes font face à des adversités dans l'accès aux nouvelles technologies, dans l'apprentissage des savoirs sur les nouvelles pratiques agricoles adaptées au climat et dans l'accès aux services d'information sur le climat qui sont essentiels pour prendre des décisions éclairées concernant la réduction des risques climatiques (Viet Nam News, 2022). Elles ont également très peu de droits légaux à la propriété foncière, puisque les agriculteurs masculins ont le pouvoir de décision sur la répartition de la terre, tandis que les femmes n'ont le droit de l'utiliser que dans la mesure où leurs responsabilités domestiques le leur permettent (Ylipaa *et al.*, 2019). Elles ont ainsi moins de

contrôle et de pouvoir de décision sur les ressources de leur foyer et sur leurs propres moyens de subsistance. Les risques liés au changement climatique sont alors plus prononcés pour les femmes, car elles ne disposent pas des ressources nécessaires pour s'adapter au changement climatique, telles qu'énumérées a priori (McKinley *et al.*, 2018).

4.1.5 Triple charge de travail

Il existe une complémentarité des rôles masculins et féminins au sein des foyers, toutefois, le Vietnam demeure une société traditionnelle où la triple charge du travail productif, reproductif et communautaire retombe sur les femmes. Ainsi, malgré l'idéal communiste officiel d'une participation égale des hommes et des femmes à la production et à la vie publique, dans la réalité, les pratiques s'écartent, dans une certaine mesure, de la norme idéale présentée par le PCV (Grosse, 2015). En effet, les femmes ont rarement accès aux politiques et à la prise de décision à l'intérieur du ménage, y compris les décisions qui ne concernent que les femmes, sauf si la chef de famille est une femme (Ylipaa *et al.*, 2019). Le triple fardeau qui pèse sur celles-ci se résume par une société genrée qui contraint les plus lourdes responsabilités sur les femmes sans leur accorder un niveau correspondant de pouvoir de décision.

Puis, les conséquences des catastrophes naturelles entraînent fréquemment la migration des hommes dans les villes en quête d'une nouvelle opportunité de revenu, ce qui force les femmes à prendre en charge les rôles et les responsabilités agricoles des hommes, en plus des leurs, au sein des ménages (Nong & Gan, 2020). Par conséquent, dans de nombreux secteurs ruraux au Vietnam, les activités agricoles se féminisent peu à peu (*Ibid.*). Cette augmentation de la migration de la

main-d'œuvre combinée à la pression accrue exercée par l'État vietnamien pour maintenir la production en croissance laisse les agriculteurs âgés et les femmes dernières de manière littérale (région rurale) et de manière figurative (en ce qui concerne le bien-être) ce qui renforce la féminisation de l'agriculture (Ylipaa *et al.*, p.13). Les femmes effectuent la majorité des opérations agricoles telles que le nettoyage des champs, les travaux de nivellement et d'arrachage des semis, le désherbage, la récolte manuelle, le traitement post-récolte, le nettoyage des récoltes et la sélection des semences, sans oublier qu'elles sont également responsables de cuisiner pour les travailleurs engagés, de prendre soin des enfants et des aînés, en plus de maintenir le foyer propre et fonctionnel (McKinley *et al.*, 2018). Bien que les femmes effectuent visiblement de lourdes tâches agricoles et ménagères, elles restent exclues des activités de formation des agriculteurs et de vulgarisation agricole.

4.1.6 Minorités ethniques

Le district de Nam Dong (dans la province de Thua Thien Hue) comprend deux communautés ethniques, soit en majorité les Kinh et en minorité les Co Tu. Étant située dans les hautes terres, cette zone est particulièrement vulnérable aux changements climatiques en raison des conditions économiques et géographiques désavantageuses. Les effets climatiques dans cette région montagneuse centrale du pays se présentent notamment par des crues éclair, de la sécheresse et des glissements de terrain (Pham *et al.*, 2016). L'étude de Phuong et collaborateurs (2023) démontre que les ménages Co Tu et les ménages dirigés par des femmes ont la capacité de résilience climatique la plus faible. De plus, ils révèlent dans leur analyse que les femmes Co Tu, malgré le fait qu'elles aient un niveau d'éducation très faible, disposent d'un capital humain plus

important que les femmes Kinh, en raison de leurs connaissances des impacts des changements climatiques, précisément dans le domaine de l'agriculture (Phuong *et al.*, 2023). Comme il en est le cas pour le reste du pays, les femmes Co Tu sont responsables de subvenir aux besoins alimentaires de la communauté. Les produits cultivés en terres hautes sur une forte pente sont facilement détruits par les événements climatiques causant des insécurités d'approvisionnements alimentaires (Pham *et al.*, 2016).

Les activités de subsistance des hommes et des femmes ont été considérablement impactées par les changements climatiques, mais la charge de travail des femmes a particulièrement été augmentée. Par exemple, les hommes étaient auparavant responsables de couper les arbres, de préparer les terres pour la culture du riz et de chasser pour réduire les attaques d'animaux et pour s'approvisionner en viandes, alors que les femmes étaient chargées de semer les graines et de la récolte, en plus des tâches relatives au foyer/ménage (*Ibid.*). Ces tâches sexuées ont été affectées par la forte réduction des rendements de riz et par l'interdiction étatique de couper des arbres dans l'optique de réduire les risques d'inondation et de pollution de l'air, en plus de l'interdiction de pratiquer la chasse et le piégeage d'animaux à travers le pays, sans exception pour les minorités ethniques (*Idem.*, p.51). Les Co Tu étaient majoritairement autosuffisants, les terres appartenaient aux familles et devaient être partagées entre tous les membres, le besoin en argent et l'idée de vendre des produits étaient inconnus : toutefois, avec l'insécurité alimentaire, la communauté a dû entamer un changement socio-économique et vendre des cultures pour gagner de l'argent (*Ibid.*).
« The Co Tu women have ultimately entered the cash economy by cultivating non-rice crops that can be sold for money. It is important to note that changes in the gender division of labour, with the increase in women's contribution to household livelihood and income, do not alter the 'official'

status of women in the family. » (*Idem.*, p.53). L'étude de Pham, Doneys et Doane (2016) illustre comment les impacts climatiques imposent de nouvelles formes de moyens de subsistance genrées sur une population minoritaire comme les Co Tu, par l'entremise de cadres réglementaires étatiques qui forcent une modification des modes de vie traditionnels et une exposition plus grande à la culture et l'économie Kinh.

4.1.7 Synthèse

Pour revenir à l'essentiel, il existe plusieurs facteurs qui déterminent et contribuent à la vulnérabilité aux changements climatiques, notamment les inégalités sociales liées au genre. L'analyse des impacts climatiques sur les femmes au Vietnam a permis de constater que la vulnérabilité individuelle et des ménages aux changements climatiques est largement déterminés par la résilience et la diversité de leurs moyens de subsistance, l'accès à l'information, aux nouvelles technologies et à l'aide financière, la protection sociale, ainsi que la gouvernance. Depuis l'intensification de la crise climatique dans les dernières années, les responsabilités des femmes se sont accrues leur causant un énorme fardeau supplémentaire en ce qui a trait aux pratiques agraires, à la gestion et l'approvisionnement de l'eau, de même que sur le bien-être du ménage. Comme il a été souligné plus haut, la division sexuée des tâches n'est pas répartie en fonction des capacités ou des compétences individuelles, mais bien déterminée par la culture où les normes patriarcales demeurent et sont reproduites. De fait, une féminisation de l'agriculture se produit actuellement au Vietnam puisque les responsabilités des femmes ont massivement augmenté dans ce domaine. Il semble alors nécessaire de promouvoir une amélioration des capitaux financiers et sociaux des femmes pour accroître leur résilience au climat.

4.2 La Thaïlande

Selon le *Global Climate Risk Index*, la Thaïlande se classe au neuvième rang mondial des pays les plus touchés par les changements climatiques entre 2000 et 2019 (Jongjarb & Buranajaroenkij, 2021). En effet, la Thaïlande a été gravement affectée par des catastrophes naturelles dans les deux dernières décennies, telles que la grande sécheresse de 2010 qui a mené à la plus grande baisse du niveau d'eau de la rivière Mékong, les inondations qui ont duré des mois en 2011 et la sécheresse généralisée de 2015 et 2016 (Boyland & Johnson, 2018). La variabilité du climat et les phénomènes météorologiques extrêmes ont été des défis constants avec des records de température toujours plus élevés et des catastrophes naturelles plus fréquentes, ainsi qu'une aggravation de la pollution atmosphérique (Suriyasarn & Talerngsri, 2023). Dans le nord de la Thaïlande, on observe des précipitations plus abondantes sur des durées variables, une augmentation des cas de glissements de terrain pendant la saison des pluies, des saisons sèches plus prononcées en termes de disponibilité de l'eau et des hivers plus chauds (Curran & Meijer-Irons, 2014 ; Boyland & Johnson, 2018).

Les inondations ont été à l'origine de pertes économiques et humaines considérables (Jongjarb & Buranajaroenkij, 2021). Le secteur agricole est particulièrement menacé en Thaïlande : 55 % de la superficie totale du pays est utilisée à des fins agricoles, les changements climatiques, en particulier la diminution des précipitations, fragilisent la productivité agricole et

ont un impact sur les revenus et la vie des agriculteurs thaïlandais (Boyland & Johnson, 2018). Le pays dépend encore largement de l'agriculture destinée à la consommation locale et à l'exportation. Cette dépendance agricole signifie que les communautés rurales sont particulièrement vulnérables aux incertitudes climatiques (Curran & Meijer-Irons, 2014). Parallèlement, la Thaïlande est l'un des pays les plus riches en biodiversité de l'Asie du Sud-Est avec des forêts couvrant environ 32 % de la superficie totale du pays (Georgiadis, 2022). Les forêts montagnardes du nord de la Thaïlande ont subi une pression sous la forme de pratiques agricoles non durables, d'exploitation forestière, de chasse et de construction d'infrastructures de développement telles que les routes et les établissements, ce qui a entraîné une segmentation rapide de l'écosystème (*Ibid.*). Les zones protégées de la Thaïlande couvrent 19 % du territoire national et abritent 1,1 million de personnes (Wongnithisathaporn & Worsdell, 2021). Tous les arbres, sauf s'ils sont plantés sur une propriété privée, appartiennent au roi de la Thaïlande, de même que les terres sur lesquelles ils poussent. Il en émane un contrôle centralisé qui se reflète dans la gestion des zones protégées, dont 80 % constituent des réserves naturelles strictes et des parcs nationaux selon les définitions de l'UICN (Union internationale pour la conservation de la nature), qui sont gérés par le gouvernement ou des organisations déléguées par le gouvernement (*Ibid.*). Conséquemment, les peuples autochtones n'ont aucun droit de propriété ou de gestion de territoire, mais détiennent un droit d'usage.

Les structures et mécanismes d'intégration de la dimension de genre en place au sein de la mise en œuvre de plans et politiques climatiques nationales s'éclipsent en raison d'un manque d'engagement politique de la part des autorités nationales et locales, en particulier de la part des fonctionnaires de niveau intermédiaire et moindre (Jongjarb & Buranajaroenkij, 2021). Dans la mesure où les hommes et les femmes sont différemment touchés par les événements liés au climat,

les inégalités structurelles genrées déterminent l'accès différentiel au pouvoir, aux ressources et aux opportunités, puis sont un déterminant essentiel de l'organisation des moyens de subsistance (Curran & Meijer-Irons, 2014).

4.2.1 Agriculture

Les moyens de subsistance agricoles restent une source importante de revenus dans les zones rurales de la Thaïlande. Dans des conditions de plus en plus difficiles et exigeantes, les femmes sont confrontées à une pression et à un fardeau croissant pour maintenir la production et mettre en œuvre de nouvelles pratiques afin de tenter de sauver les récoltes faibles, endommagées ou mourantes (Boyland & Johnson, 2018). Pendant la saison des pluies, des précipitations plus intenses et imprévisibles endommagent ou détruisent les cultures dans les villages. Pendant la saison sèche, le manque d'eau et la chaleur extrême entraînent une baisse des rendements et la mort des cultures en raison du stress thermique et de la déshydratation (*Ibid.*). L'agriculture de plein champ dans le nord de la Thaïlande représente un secteur agricole écologiquement et culturellement diversifiée, mais aussi le principal utilisateur d'eau ce qui accentue la vulnérabilité aux pénuries de la saison sèche dans un climat hautement saisonnier (Lebel *et al.*, 2014).

Outre les dommages physiques directs, le comportement phénologique des cultures agricoles est également modifié en raison de l'évolution des conditions climatiques (Shrestha *et al.*, 2017). Si les vulnérabilités au changement climatique revêtent de multiples dimensions géographiques, socio-économiques et démographiques, la crise écologique tend à affecter de manière disproportionnée les pauvres et les personnes déjà vulnérables, telles que les agriculteurs

sans terre, les femmes des communautés autochtones et des minorités ethniques pauvres et marginalisées, les agriculteurs vieillissants, les groupes professionnels socialement isolés et à risque, et les travailleurs faiblement rémunérés du secteur informel ne bénéficiant que de peu ou pas de sécurité sociale (Suriyasarn & Talerngsri, 2023).

Les jeunes femmes qui travaillent dans l'agriculture assument à la fois leur rôle d'agricultrice et leur rôle plus traditionnel de garde d'enfants et d'entretien du ménage (*Ibid.*). Les impacts de l'émigration de jeunes hommes mariés qui étaient auparavant des agriculteurs en difficulté créent une pénurie de main-d'œuvre masculine, en particulier dans les exploitations agricoles, ce qui crée une augmentation des ménages dirigés par des femmes. Ainsi, les jeunes femmes sont de plus en plus responsables du travail rémunéré de même que du travail non rémunéré des hommes dans les villages. La dépendance des mères à l'égard de leurs enfants, en particulier de leurs filles, pour les aider à faire face à leur charge de travail, qui est encore plus lourde dans les ménages monoparentaux, représente un autre niveau potentiel d'impact du changement climatique sur les jeunes femmes (Boyland & Johnson, 2018). Or, les politiques et plans d'action thaïlandais pour contrer les changements climatiques supposent, d'une part, que les risques perçus par les hommes et les femmes sont similaires, puis que les hommes sont les principaux responsables des décisions relatives aux activités agricoles et économiques et, d'autre part, que la communication sur les risques et les mesures d'adaptations doivent être axée sur les hommes et partagée d'abord aux hommes. Ces politiques genrées nuisent considérablement aux femmes, particulièrement aux ménages menés par les femmes, en les isolant du processus décisionnel et en leur refusant l'accès à l'information ce qui les rend plus vulnérable aux effets climatiques (Lebel *et al.*, 2014).

4.2.2 Pêche et l'aquaculture

Les communautés côtières de la Thaïlande sont particulièrement vulnérables aux changements liés au climat, notamment à l'augmentation de la température des océans, aux phénomènes météorologiques extrêmes et aux changements de saison, ainsi qu'à l'acidification croissante des océans (Bennet *et al.*, 2014). Les types d'événements liés au changement climatique auxquels la plupart des communautés côtières sont confrontées sont des tempêtes plus puissantes et plus fréquentes, des saisons et des précipitations pluvieuses changeantes, des inondations, l'élévation du niveau de la mer et l'érosion des sols, de même qu'une intrusion accrue d'eau salée, une augmentation de l'eau douce dans les zones de mangrove, ainsi que le blanchiment des coraux (*Ibid.*). Sur la côte d'Andaman, situé au sud-ouest de la Thaïlande, la santé et la productivité des écosystèmes marins, des habitats et des pêcheries se détériorent en raison de la surpêche, de la pêche destructrice, du développement côtier et de la pollution de l'eau, des sols et de l'air. Cette situation entraîne des répercussions sur les 621 communautés de pêcheurs de la côte d'Andaman, dont la majorité des habitants dépendent de la pêche et des ressources côtières comme moyen de subsistance (*Idem*, p. 2).

Le travail des femmes dans le domaine des ressources halieutiques (pêche, pisciculture, etc.) a souvent été sous-estimé, bien que les femmes soient des acteurs centraux dans la commercialisation et la transformation des produits de la pêche dans la région (Resurrección *et al.*, 2018). De plus, la plupart des exploitations agricoles, d'élevage et de pisciculture du nord de la Thaïlande sont de petite taille et utilisent principalement la main-d'œuvre familiale, bien que quelques-unes soient plus grandes et emploient des travailleurs locaux ainsi que des travailleurs

migrants (Lebel *et al.*, 2014). La pêche a généralement été négligée dans l'élaboration des politiques liées à la croissance économique et à la réduction de la pauvreté, en raison de l'idée largement répandue selon laquelle les ressources halieutiques sont épuisées par la surpêche et les pratiques illégales (*Ibid.*). Si l'aquaculture et l'hydroélectricité ont le potentiel de créer de nouvelles opportunités d'emplois diversifiées, les femmes les plus pauvres peinent à en tirer profit par manque d'accessibilité aux compétences et aux capitaux nécessaires pour investir dans de nouveaux moyens de subsistance (Resurrección *et al.*, 2018).

4.2.3 Gestion de l'eau

La question de l'accès et de la gestion de l'eau est perçue par Andajani-Sutjahjo et collaborateurs (2015) comme étant un droit humain fondamental qui devrait bénéficier également à tous les membres d'une société. L'impact de la crise climatique sur la disponibilité de l'eau prend une importance considérable dans le nord-est de la Thaïlande et dans les politiques étatiques de gestion intégrée de l'eau, en raison de la forte dépendance économique du pays à l'égard de l'agriculture et des ressources en eau (*Ibid.*). Le nord-est de la Thaïlande est l'une des régions les plus pauvres et les plus sèches du pays : elle connaît des sécheresses accentuées et de forte intensité depuis des décennies (*Ibid.*). Bien que l'accès insuffisant à l'eau potable touche aussi les hommes, la pénurie d'eau, les mauvaises conditions d'assainissement et les maladies liées à l'eau affectent davantage les femmes (Nguyen *et al.*, 2019). La pénurie d'eau accroît la charge de travail des femmes, car elles sont responsables de l'approvisionnement en eau du ménage et doivent donc passer plus de temps à aller chercher de l'eau pour accomplir les tâches ménagères (Boyland et Johnson, 2018). Cela comprend le nettoyage, la cuisine, les soins aux enfants et l'entretien des jardins potagers pour la consommation alimentaire du ménage (Resurrección *et al.*, 2018).

Les femmes se voient attribuer la responsabilité de la gestion de l'eau domestique, mais les femmes et jeunes filles continuent d'être exclues de la gestion des ressources en eau (Boyland & Johnson, 2018). En outre, les préoccupations des femmes en matière d'eau sont souvent considérées, à tort, comme étant bien représentées par les hommes de la famille lors d'assemblées communautaires (Andajani-Sutjahjo *et al.*, 2015). Conséquemment, ce fardeau quotidien affecte grandement la santé des femmes et des filles en plus de leur participation à l'éducation et au développement social (Nguyen *et al.*, 2019). Pendant les périodes de pénurie d'eau, les jeunes femmes doivent se déplacer davantage pour trouver d'autres sources d'eau. L'eau étant de plus en plus difficile à trouver en raison du changement climatique, et la source d'eau disponible la plus proche pouvant désormais être située de plus en plus loin, les jeunes femmes doivent passer plus de temps à s'approvisionner en eau et à la transporter, souvent à pied (Boyland & Johnson, 2018). D'ailleurs, considérant le rôle central des femmes dans la sécurité de l'eau et en tant que principales consommatrices, les institutions de l'eau, comme le *Comité national des ressources en eau* (สำนักงานทรัพยากรน้ำแห่งชาติ - ONWR) et le *Département royal de l'irrigation* (กรมชลประทาน - RID), négligent ce constat (Andajani-Sutjahjo *et al.*, 2015). Les femmes sont perçues comme moins compétentes, ne possédant pas les habiletés techniques nécessaires et comme des leaders « inférieurs » dans la gouvernance de l'eau (Boyland & Johnson, 2018). La prédominance d'ingénieurs et d'experts en matière d'eau qui s'identifient au genre masculin accentue les inégalités genrées en matière d'accès à l'eau et aux services publics (Nguyen *et al.*, 2019).

Avec l'aggravation des effets des changements climatiques, les voyages à distance grandissante pour s'approvisionner en eau représentent une charge physique et temporelle

importante pour les femmes et les filles, et le manque d'eau pose des problèmes de santé sexuelle et reproductive, en particulier pendant les menstruations et la grossesse (Boylard & Johnson, 2018). En outre, les femmes peuvent être réprimandées par les autres membres de leur foyer si elles ne sont pas en mesure de récolter une quantité d'eau suffisante pour répondre à tous les besoins de leur famille (Resurrección *et al.*, 2018). En période de pénurie d'eau, les femmes passent plus de temps à accomplir les tâches ménagères, qui, comme il a été mentionné précédemment, dépendent fortement de l'eau, et se retrouvent avec très peu de temps pour leurs activités éducatives ou de loisirs (Nguyen *et al.*, 2019). Elles passent moins de temps à étudier, à fréquenter leurs amis et à prendre soin d'elles-mêmes, ce qui peut entraîner des conséquences sur leur éducation et leur bien-être. De plus, le risque élevé entourant la contamination des rivières et des ruisseaux utilisés pour laver les vêtements et se nettoyer pendant les sécheresses constitue un autre risque sanitaire grave, en particulier pour les femmes puisqu'elles y passent beaucoup plus de temps que les hommes (Andajani-Sutjahjo *et al.*, 2015).

4.2.4 Impacts climatiques sur les femmes

La place des femmes thaïlandaises au sein de la hiérarchie sociale, les normes de comportement sociales et les conventions liées au mariage sont des facteurs qui limitent la participation des femmes dans les sphères politico-sociales (Andajani-Sutjahjo *et al.*, 2015). La migration des hommes rajoute un fardeau supplémentaire pour les femmes qui n'émigrent pas, car elles doivent continuer à remplir leurs rôles antérieurs tout en compensant la perte de main-d'œuvre masculine (Nguyen *et al.*, 2019). Le changement des rôles et des responsabilités des femmes dû à la migration masculine peut possiblement servir à remettre en question des structures de pouvoir de longue date et largement dominées par les hommes, à mesure que le nombre de ménages dirigés

par des femmes augmente. Selon les normes de genre en vigueur en Thaïlande, le rôle et la responsabilité principale d'une femme est d'être une bonne femme au foyer (Andajani-Sutjahjo *et al.*, 2015). Socialement parlant, les femmes et les hommes sont tenus de se conformer à des normes culturelles ou sociétales en matière de genre, auxquelles ils doivent se mesurer constamment. Ainsi, les femmes se voient souvent imposer des idéaux féminins exagérés, qui répondent souvent aux préférences et aux intérêts des hommes (plus de compétences sociales que techniques, enfanter et assurer la progéniture, se marier et s'occuper des enfants et des personnes âgées, ne pas participer au marché du travail, etc.) (*Ibid.*). Cette manière de percevoir la femme semble être tirée des enseignements bouddhistes sur les mérites des femmes, alors associés à leur état biologique en tant que mères d'abord, puis en tant qu'épouses dévouées, en tant que bonnes belles-filles, et enfin, en tant que bons membres de la communauté (*Ibid.*).

Les pratiques quotidiennes produisent et renforcent les différences sociales, les normes de genre, les rôles et les relations de pouvoir qui limitent l'autonomisation des femmes dans les processus décisionnels importants au niveau de la communauté. C'est particulièrement vrai pour les jeunes femmes, que les normes culturelles réduisent au silence par respect pour les hommes. (Boyland & Johnson, 2018). Dans le passé, le rôle primordial attribué aux femmes thaïlandaises était d'élever leurs enfants et de préserver la culture. Aujourd'hui, les femmes génèrent également des revenus, tout en restant les principales personnes à s'occuper du foyer, ce qui ajoute aux responsabilités et aux charges des femmes (*Ibid.*). Plusieurs d'entre elles se sont mariées au milieu de l'adolescence et doivent concilier la garde des enfants et les responsabilités professionnelles tout en poursuivant leur développement individuel. Certaines femmes n'ont aucune aide pour la garde des enfants et doivent donc amener leurs jeunes enfants sur les terres agraires et les porter

sur leur dos pendant qu'elles travaillent (*Ibid.*). Les femmes n'ont pas une place prépondérante pour exercer une participation active sur la scène politique, économique et sociale, et ont donc peu d'occasions de faire entendre leur voix dans la prise de décision, que ce soit au niveau du ménage ou de l'État (Resurrección *et al.*, 2018).

4.2.5 Impacts sur les communautés autochtones/minorités ethniques

Les cadres juridiques de la Thaïlande pour la conservation de la biodiversité et les engagements internationaux en matière de climat ne tiennent pas compte du rôle important que jouent les peuples autochtones et minorités ethniques en tant que gardiens de l'environnement (Wongnithisathaporn & Worsdell, 2021). Dans les régions montagneuses du nord de la Thaïlande, de nombreux villages ruraux et partiellement reclus sont habités en majorité par des personnes appartenant à des minorités ethniques et linguistiques vivant le long de la frontière entre la Thaïlande et le Myanmar, notamment les Akha, les Lahu, les Lisu, les Thai Yai, les Yao et les Lawa (Boyland & Johnson, 2018). Plusieurs de ces personnes sont apatrides, c'est-à-dire qu'elles ne possèdent pas de nationalité thaïlandaise ou autre (*Ibid.*). Ces habitants sont généralement considérés comme pauvres, peu éduqués et dépendent largement de l'agriculture de subsistance pour satisfaire à leurs besoins de subsistance et de consommation alimentaire (Wongnithisathaporn & Worsdell, 2021). En outre, les communautés autochtones et les minorités ethniques sont connues pour être particulièrement exposées aux changements climatiques, en raison de facteurs cumulatifs tels que le manque de soutien gouvernemental, le manque d'infrastructures, l'insécurité foncière et l'absence de citoyenneté, ainsi que l'accès aux services de base tels que la santé et l'éducation (Boyland & Johnson, 2018).

Boyland et Johnson (2018) ont étudié le rôle actif des femmes dans l'agriculture au sein des communautés ethniques Akha et l'ont décrit comme étant un phénomène relativement nouveau, car traditionnellement, les rôles de la femme sont de s'occuper des enfants et de la famille et de s'acquitter des tâches ménagères. Cette tendance à l'augmentation du nombre de femmes dans l'agriculture est fréquemment qualifiée de *fématisation de l'agriculture* et a été observée dans d'autres parties de l'Asie du Sud-Est, comme au Vietnam, par exemple. À l'arrière-plan de la diversité culturelle reflétée par la présence des *tribus des collines* dans le Nord thaïlandais, on trouve de riches cultures autochtones définies par des interactions complexes avec l'environnement, la langue, les systèmes de croyances et les pratiques traditionnelles (Georgiadis, 2022). Les minorités ethniques font donc partie intégrante des hautes terres du nord de la Thaïlande, leurs moyens de subsistance dépendent directement des écosystèmes locaux, tout en ayant un impact profond sur ces derniers, ce qui a généré des conflits au fil du temps, concernant les rôles, les droits et les pratiques en matière de régime foncier, de gestion des ressources naturelles et de conservation de la biodiversité entre les communautés et l'État (*Ibid.*).

Les Karens constituent la minorité ethnique la plus peuplée du nord de la Thaïlande. Ils représentent le plus grand groupe tribal montagnard (des collines) du pays, avec 48 % de la population totale des communautés autochtones de cette région en 2015 (Tangjitman *et al.*, 2015, p. 369). Les plantes sauvages des forêts jouent un rôle important dans leur subsistance, notamment en tant qu'aliments et médicaments. Par conséquent, les plantes médicinales utilisées pour les soins de santé des femmes karen peuvent être vulnérables à la perte de leurs zones appropriées et même à l'extinction en raison du changement climatique actuel et imminent. Cette situation grave pourrait entraîner la disparition locale, voire régionale, d'un certain nombre de plantes médicinales qui

constituent d'importants médicaments à base de plantes pour les Karens et avoir un effet négatif sur les moyens de subsistance des Karens, en particulier sur les problèmes de santé reproductive des femmes (*Ibid.*). La sensibilisation au changement climatique et le soutien à l'utilisation durable des plantes médicinales par les Karens sont des démarches essentielles pour préserver les plantes médicinales. Toutefois, cette affirmation est difficile à mettre en pratique. La politique étatique de récupération des forêts criminalise les peuples autochtones qui utilisent leurs terres coutumières et mettent en œuvre leurs pratiques traditionnelles puisque ces forêts sont protégées par l'État de toutes activités humaines qui pourraient altérer la forêt sans tenir compte des différences culturelles et donc de la vitalité des pratiques liées à la terre pour cette communauté autochtone (Wongnithisathaporn & Worsdell, 2021).

4.2.6 Synthèse

Afin de conclure brièvement, il semblerait que les plus gros enjeux climatiques touchant les femmes en Thaïlande sont l'accessibilité et le manque d'eau potable, ce qui a une incidence sur l'agriculture, la pêche, les emplois et l'immigration. C'est alors qu'une féminisation de l'agriculture se produit, car les hommes émigrent pour trouver un nouveau mode de subsistance, tout comme il a été décrit pour le Vietnam. Le fardeau qui retombe sur les femmes et les jeunes filles est doublé, voire triplé avec le départ des hommes. Jusqu'à présent, on peut dire sans trop s'avancer que les impacts climatiques sont très similaires entre le Vietnam et la Thaïlande, les deux pays continentaux choisis. La présence d'une grande diversité culturelle et ethnique ainsi que le poids de la religion et le modèle de famille matrilocal en Thaïlande semblent être plus évoqués dans les articles accessibles pour ce pays que pour le Vietnam. Les valeurs culturelles et sociales des Thaïlandais sont bien enracinées dans la tradition, ce qui empêche les femmes de s'exprimer

sur le sujet de la crise climatique auquel elles sont les principales victimes des conséquences afin de ne pas manquer de respect aux hommes. À la suite de la lecture des textes sélectionnés, il nous semble que l'État est en mesure de mettre en place des politiques et des actions pour contrer les changements climatiques, mais peine à considérer la dimension du genre et des communautés autochtones comme principales bénéficiaires de ces politiques et s'attardent plutôt sur le vécu des hommes.

4.3 Les Philippines

Les Philippines sont un pays archipélagique situé dans le Triangle de Corail, une région connue pour sa biodiversité marine exceptionnellement riche (Graziano *et al.*, 2018). La géographie des Philippines les rend plus vulnérables aux catastrophes naturelles, notamment aux tremblements de terre, aux éruptions volcaniques et aux phénomènes météorologiques extrêmes tels que les cyclones, les inondations et les glissements de terrain (Han *et al.*, 2022). Les scénarios de changement climatique pour ce pays prévoient des conséquences environnementales et socio-économiques dévastatrices, notamment une fréquence et une intensité accrues des vagues de chaleur, des sécheresses, des inondations et des typhons, une altération des écosystèmes, une réduction de la production et de la productivité des secteurs de l'agriculture, de la pêche et de la sylviculture, des pertes de moyens de subsistance, une insécurité alimentaire et une diminution de l'approvisionnement en eau (Basconcillo, 2019). La crise climatique accroît non seulement la fréquence et la gravité de ces phénomènes, elle crée également des pressions supplémentaires sur les communautés philippines dues aux sécheresses, à l'élévation du niveau de la mer et à l'intrusion d'eau salée. Entre 2019 et 2021, le pays a enregistré 20 catastrophes climatiques importantes dues à des cyclones, huit tremblements de terre majeurs et plusieurs inondations (Han *et al.*, 2022). Les

Philippines connaissent également des précipitations extrêmes de plus de 300 mm qui portent atteinte à la vie et aux biens des personnes, ainsi qu'à la faune et à la flore. (Buncag, 2021). Si l'on considère les changements climatiques sous la forme de modèles météorologiques, la population est soumise à des changements de température extrêmes, des précipitations accrues, une augmentation de l'occurrence des tempêtes tropicales et à un stress hydrique précoce (Basconcillo, 2019).

Les conséquences climatiques exacerbent la pauvreté rurale et la dégradation de l'environnement, en particulier dans les hautes terres habitées par les peuples autochtones, les migrants internes sans terre et les femmes qui sont considérées comme les plus pauvres parmi les pauvres des Philippines (Lumbo, 2017). De même, environ 50 millions d'habitants, soit presque la moitié de la population, dépendent des divers écosystèmes marins et côtiers pour leur sécurité alimentaire, leurs revenus et leurs moyens de subsistance (Graziano *et al.*, 2018). Cependant, les systèmes côtiers de mangroves et de récifs coralliens sont grandement affectés par les phénomènes climatiques mentionnés précédemment.

De plus, les systèmes sociaux des Philippines sont très vulnérables aux impacts climatiques en raison de facteurs tels que la surpêche, la forte dépendance à l'égard de la pêche, les taux élevés de pauvreté dans ce secteur, la croissance démographique et la mauvaise gouvernance (*Ibid.*). L'augmentation des précipitations excessives et des températures élevées enregistrés depuis la formation du super typhon Haiyan ont entraîné de mauvaises récoltes et de graves dommages aux cultures sur pied et aux infrastructures (Ofreneo & Hega, 2016). Le riz est l'aliment de base d'environ 89 % de la population des Philippines et constitue la source de revenus et d'emplois

d'environ 12 millions d'agriculteurs et de membres de leurs familles (Basconcillo, 2019). Les catastrophes naturelles sont une cause majeure de perturbation de la production de fruits et de cultures de rapport, entraînant la perte des moyens de subsistance et l'augmentation des prix des denrées alimentaires (Chandra *et al.*, 2017). À lui seul, le typhon Haiyan (ou Yolanda) a causé une perte de récolte de 1,1 million de tonnes et détruit 600 000 hectares de terres agricoles, ce qui a coûté environ 724 millions de dollars américains à l'industrie agricole et à engendrer une perte énorme des moyens de subsistance des petits exploitants (*Ibid.*). Lorsque les communautés sont confrontées à des sécheresses prolongées ou à des typhons, les petits exploitants agricoles doivent faire des choix difficiles : manger moins, sauter des repas, changer de régime alimentaire, vendre du bétail, contracter des prêts/crédits et restreindre la consommation de nourriture des adultes au profit de celle des enfants en bas âge et des personnes âgées (*Ibid.*).

4.3.1 Impacts climatiques sur les femmes

Les contraintes structurelles sous la forme de normes de genre ont rendu les femmes et les hommes vulnérables aux catastrophes climatiques dans leurs communautés. Les inégalités sociales qui existaient déjà avant les phénomènes climatiques sont accentuées suivant des catastrophes naturelles (Dalisay, 2018). Les impacts climatiques accrus restructurent les relations entre les ménages, les communautés et les institutions. En raison de la récurrence et de la gravité des événements climatiques aux Philippines, les valeurs communautaires, les modes de vie et les relations entre les hommes et les femmes évoluent. Il s'agit notamment de l'évolution des normes et des pratiques en matière de genre et de l'augmentation de la peur et de la détresse psychologique liées aux catastrophes (Chandra *et al.*, 2017). D'ailleurs, la vulnérabilité croissante des femmes à la pauvreté en lien avec l'augmentation de la proportion des ménages dirigés par des femmes

(Delfino *et al.*, 2019). Les femmes et les filles sont chargées des tâches ménagères et des soins aux membres de la famille. Face à des conditions météorologiques extrêmes, elles doivent s'occuper des malades et parcourir de longues distances pour avoir accès à de l'eau pour leur usage domestique (Dalisay, 2018). La survie et le rétablissement de la communauté dépendent de la volonté des femmes de faire les sacrifices nécessaires, en subordonnant leurs besoins personnels à ceux de la famille, de la communauté et de l'État (Tanyag, 2018). En raison notamment de leur travail de soins, les femmes sont à la fois très vulnérables aux pires effets climatiques et obligées d'aider les communautés à se rétablir (*Ibid.*).

Les impacts significatifs des risques naturels sur les femmes causent une faible capacité à se remettre rapidement des catastrophes récurrentes, un manque d'accès aux droits fonciers, au crédit agricole, aux services de vulgarisation et à la protection sociale (Chandra *et al.*, 2017). En outre, l'exclusion sociale et la discrimination des agricultrices sont souvent perpétuées par les politiques formelles, la législation et les lois coutumières du pays. L'exclusion sociale et la discrimination résultent de la faible représentation des femmes et d'une mauvaise compréhension des impacts sexospécifiques des changements climatiques au sein des institutions étatiques (*Ibid.*). Parallèlement, le corps des femmes subit de plein fouet les crises, car, pour répondre à la demande croissante de soins en l'absence d'une sécurité sociale adéquate, elles ont moins de temps pour s'occuper de leur santé et de leur bien-être. Ainsi, les femmes et les jeunes filles sont susceptibles de souffrir de malnutrition, de dépression et d'une mortalité accrue (Tanyag, 2018).

La majorité des femmes employées aux Philippines travaillent dans l'économie informelle en tant que travailleuses à domicile, vendeuses, petites agricultrices, recycleuses de déchets, etc.

Elles adoptent divers moyens de gagner leur vie tout en assumant des responsabilités domestiques et communautaires, supportant ainsi le triple fardeau du travail productif, reproductif et communautaire (Ofreneo & Hega, 2016). Toutefois, les obligations familiales et communautaires relatives au triple fardeau qu'elles portent font que le corps des femmes ne leur appartient jamais entièrement. En effet, cette forte affirmation s'explique par leur responsabilité envers le reste de la population qui stipule qu'elles sont tenues de faire les sacrifices nécessaires pour assurer la survie et le développement de la communauté en temps normal, exponentiellement en situation de crise, en mettant de côté leurs besoins personnels pour valoriser ceux de leur famille, de la communauté et de l'État en premier (Tanyag, 2018). Ces actes de sacrifice sont justifiés par des attentes culturelles en matière d'altruisme féminin profondément ancré dans la société philippine. L'arrivée des militaires étrangers et locaux pour venir en aide aux communautés philippines suivant les dommages du typhon Haiyan a créé une « industrie du sexe post-catastrophe » qui est bien documentée (*Ibid.*). Cette augmentation du phénomène du sexe transactionnel (offrir des services liés au sexe pour obtenir des biens matériels ou monétaires en échange), qui apparaît généralement dans tout contexte d'après-crise, découle des mêmes conditions matérielles que celles qui déclenchent une hausse de cas de violence domestique, notamment l'incertitude économique et la pénurie de ressources d'aide (*Ibid.*).

4.3.2 Élevage et aquaculture

Les changements climatiques mentionnés précédemment affectent la production de riz et d'autres sources de revenus telles que l'élevage, le travail agricole et les sources liées à l'exploitation. Les femmes étant les principales responsables de l'élevage des porcs et des volailles, elles sont plus touchées que les hommes par la perte de leurs biens et de leurs revenus à la suite

d'événements climatiques extrêmes, puisque la charge de travail liée au nettoyage des enclos, à l'alimentation et à l'approvisionnement en eau augmente considérablement (Basconcillo, 2019). Les femmes ont des rôles et des responsabilités distincts dans les villages de pêcheurs artisanaux : l'ampleur de la contribution des femmes à la pêche et au bien-être des ménages dans les communautés de pêcheurs est souvent sous-estimée et sous-évaluée (Graziano *et al.*, 2018).

Dans le centre des Philippines, en 2017, on a constaté que les femmes représentaient au moins 42 % de l'ensemble des pêcheurs, mais que la gestion et la politique de la pêche se concentraient principalement sur les types d'activités de pêche traditionnellement dominées par les hommes (*Ibid.*). Les femmes participent également aux activités précédant et suivant la récolte, telle que le raccommodage des filets, la transformation, l'achat et la vente du poisson sur le marché. Lorsque les hommes sont impliqués dans la pêche en haute mer, les femmes héritent du fardeau supplémentaire de la gestion de la plupart des activités terrestres, y compris celles habituellement prises en charge par les hommes, telles que la commercialisation et la distribution de la production, la préparation des terres et des cultures et la gestion des finances du ménage en plus d'avoir les responsabilités ménagères et le rôle du glanage près des côtes (*Ibid.*). Le rôle des femmes dans la pêche est marginalisé, avec des systèmes persistants qui médiatisent l'accès aux ressources, au pouvoir et à la reconnaissance formelle.

Par ailleurs, les mangroves sont des ensembles de végétation côtière très importantes aux Philippines qui stabilisent les côtes, protègent les communautés des tempêtes, fournissent des habitats essentiels à de nombreux animaux et stockent de grandes quantités de carbone (Buncag, 2021). Au cours des dernières décennies, les zones occupées par les mangroves ont

considérablement diminué au pays. Outre l'aquaculture, les activités touristiques peuvent détruire ces forêts. Entre 1973 et 2002, 62 834,34 hectares de forêts de mangrove ont fait l'objet de contrats de location d'étangs à poissons par le Bureau des pêches et des ressources aquatiques, convertissant ainsi ces forêts en étangs à poissons (*Ibid.*). La production piscicole diminuera rapidement en raison de la déforestation incontrôlée et continue des mangroves et de l'absence de programmes de gestion et de restauration appropriés. Puis, compte tenu du rythme actuel de développement du pays et de l'expansion de l'industrie touristique, les pressions exercées par le développement continueront à menacer les forêts de mangroves des provinces comme celles qui se retrouvent dans la région de Palawan, à l'Ouest de l'archipel (*Ibid.*).

4.3.3 Agriculture

La riziculture est un secteur à forte intensité de main-d'œuvre et à haut risque. La production de riz étant saisonnière, toutes les opérations doivent être commencées et terminées à la date prévue (Basconcillo, 2019). Les femmes des ménages pauvres travaillent comme ouvrières salariées pour le repiquage, le remplissage des trous et la récolte du riz. Ainsi, les pertes de récoltes causées par des événements climatiques extrêmes entraîneront des pertes de revenus et des dettes plus importantes (*Ibid.*). Une des régions philippines les plus à risque concernant la culture du riz est l'île principale de l'archipel, Luçon. Le centre de Luçon est connu sous le nom de « bol de riz des Philippines » et est classé dans la catégorie des risques très élevés d'après les cartes des risques de typhons et des risques de changements projetés des précipitations de l'Observatoire de Manille (Buncag, 2021). La région du Luçon a connu une baisse de la production de riz, de maïs et d'autres produits agricoles, une diminution de l'approvisionnement en eau pour l'agriculture et les usages

domestiques, des typhons, des éruptions volcaniques, des changements dans la biodiversité et l'habitat (*Ibid.*).

De plus, les chocs et les stress multiples, ainsi que les facteurs sociopolitiques interconnectés peuvent accroître la vulnérabilité et avoir un impact négatif plus important sur les agricultrices que sur les agriculteurs. Les stress tels que la sécheresse, les inondations, les infestations d'insectes et les typhons sont les principaux stress climatiques responsables de la perte significative des moyens de subsistance des petits exploitants (Chandra et al., 2017). Les stress climatiques interagissent et se combinent avec des facteurs sociopolitiques tels que les conflits ethniques, les migrations et les déplacements, la faiblesse des structures d'incitation, entraînant des pertes supplémentaires pour l'agriculture et les moyens de subsistance (*Ibid.*). En outre, un des mécanismes d'adaptation des ménages à la réduction de la production agricole consiste pour les hommes à chercher des emplois temporaires en dehors de leur communauté (Rosimo *et al.*, 2018). Les femmes doivent alors s'occuper des fermes, des terres et des maisons, ce qui les accable, car elles doivent maintenir leur responsabilité ménagère et de mère simultanément.

La féminisation de l'agriculture, dans laquelle les femmes assument davantage les rôles traditionnels des hommes dans l'agriculture, est constatée après un événement climatique défavorable et extrême, tel que de longues saisons sèches et de mauvaises récoltes comme il en est le cas pour les autres pays de l'Asie du Sud-Est étudié précédemment. L'absence de précipitations suffisantes a entraîné l'abandon des zones rizicoles dans certaines parties de la municipalité pour se consacrer à d'autres cultures comme le maïs (*Ibid.*). En fonction des rôles dévolus aux hommes et aux femmes, 50 % de femmes ont vu leur charge de travail augmenter à la maison (Basconcillo,

2019). La charge de travail des femmes comprend les tâches ménagères, la prise en charge des enfants, la disponibilité de nourriture de qualité et d'eau potable. En raison des inondations, les femmes doivent effectuer davantage de tâches ménagères, telles que le nettoyage de la maison ainsi que de maintenir une belle apparence de soi et des enfants. Pendant les typhons, lorsqu'il n'y a pas d'électricité ou de gaz, la charge de la cuisson des aliments est supportée par les femmes, de même que la conservation des denrées non périssables (*Ibid.*).

4.3.4 Accès à l'information

Une des raisons qui expliquent la différence de vulnérabilité climatique entre les hommes et les femmes aux Philippines est l'accès à l'information. Les facteurs qui influencent la vulnérabilité socioéconomique des femmes sont le manque d'informations et de connaissances, le manque de sensibilisation du public, l'accès limité au pouvoir politique (vulnérabilité politique), la pauvreté et la faim, la mauvaise santé et le faible niveau d'éducation. Le manque d'accès aux ressources et aux services, y compris aux connaissances et aux moyens technologiques sont d'autres facteurs qui contribuent à la vulnérabilité des femmes aux changements climatiques (Delfino *et al.*, 2019). Malgré la faible participation des femmes aux séminaires, ateliers et programmes de formation, elles peuvent avoir un accès second aux informations sur l'exploitation grâce à leurs maris qui assistent aux réunions au nom de leur ménage (Basconcillo, 2019). La participation des femmes aux essais de démonstration de nouvelles variétés de culture est très faible. Les femmes ne sont généralement pas invitées par le personnel de vulgarisation agricole à des séminaires, des ateliers et des programmes de formation, même si les personnes chargées des présentations sont majoritairement des femmes (*Ibid.*). De plus, l'augmentation des prix des semences et des autres intrants pèse sur le budget des ménages, car les maigres revenus de la

campagne agricole précédente et d'autres sources non agricoles suffisent à peine à couvrir les besoins quotidiens du ménage (*Ibid.*).

4.3.5 Communautés autochtones

On compte 14 à 17 millions de membres de communautés autochtones dont la présence est ressentie dans 65 des 78 provinces des Philippines (Gabriel *et al.*, 2020). Par exemple, la province de Palawan compte de nombreuses communautés culturelles autochtones telles que les Palaw'an, les Batak, les Tagbanua, les Molbog et les Tau'tBato (Buncag, 2021). Ces tribus pratiquent communément le *Kaingin* (agriculture sur brûlis) comme principale pratique agricole, mais avec des systèmes de croyance, des connaissances et des pratiques traditionnelles différents. Les cultures les plus courantes sont le riz, le manioc, la patate douce, le maïs et la banane (*Ibid.*). Ces cultures sont très sensibles aux changements de température et de pluviométrie. Leurs pratiques agricoles sont donc très vulnérables aux changements climatiques. Les tribus subissent entre autres une baisse presque totale de la récolte de riz, une augmentation rapide de la présence de parasites dans leurs terres agricoles, une baisse de la disponibilité de l'eau accessible dans la région, une baisse des produits forestiers récoltés d'environ 80 à 90 % selon les estimations, des dommages aux biens et une réduction de la récolte de coquillages et de poissons (Gabriel *et al.*, 2020).

La sécurité alimentaire de la majorité des communautés autochtones est menacée en raison de la baisse des récoltes. Cependant, les autochtones possèdent des connaissances traditionnelles sur l'adaptation aux impacts du changement climatique, comme le brûlage des racines comme mesures d'adaptation pour réduire les parasites et les maladies (Buncag, 2021). Les communautés

des provinces de Cotabato et de Sultan Kudarat, dans la région de Mindano, sont décrites comme des *tripeople*, un terme local utilisé pour refléter les populations composées de peuples autochtones, de groupes tribaux musulmans et de colons chrétiens originaires d'autres régions du pays (Gabriel *et al.*, 2020). Dans les provinces, les communautés interagissent étroitement avec les forêts des hautes terres, qui constituent la base de l'agriculture, de l'eau et de l'énergie (*Ibid.*). De plus, dans les communautés autochtones philippines, les femmes ont la réputation de gardienne de l'environnement. Un bref retour dans le temps a montré que les femmes autochtones occupaient des positions plus élevées que les hommes dans une société précolonisée (Camaya & Tamayo, 2018). Le respect des femmes était l'une des plus grandes vertus de la société traditionnelle.

Le patriarcat transplanté par la colonisation occidentale dans le sol philippin, d'abord par l'Espagne et ensuite par les États-Unis, a non seulement rendu les femmes moins égales aux hommes, mais aussi soumises à la volonté de ces derniers (*Ibid.*). Cependant, encore aujourd'hui, les femmes autochtones sont équipées de connaissances concernant la conservation et la protection de l'écosystème. Elles sont également à l'origine du système juridique actuel aux Philippines qui est basé sur les lois et pratiques coutumières autochtones en matière de résolution des conflits (Gabriel *et al.*, 2020). L'étude de Gabriel et ses collaborateurs (2020) montre que les femmes autochtones jouent un rôle très important dans la protection et la gestion durables des forêts en soulignant le lien entre le patriarcat et la dégradation de l'environnement : plus la société est restrictive à l'égard des femmes, moins elles sont aptes à jouer leur rôle de gardiennes de l'environnement, de même que moins elles sont impliquées dans la protection de la forêt, plus la destruction de la forêt est rapide.

4.3.6 Synthèse

Bref, comme il a été mentionné dans le texte, les femmes sont confrontées aux effets des changements climatiques différemment des hommes. Par exemple, les agricultrices doivent notamment assumer des tâches agricoles supplémentaires et plus lourdes, ce qui compromet leurs responsabilités en matière de moyens de subsistance au niveau du ménage. La prise en charge des tâches traditionnellement masculines dans le secteur agraire par des femmes est exprimée dans le texte sous la notion de *féminalisation de l'agriculture*, comme il a été présenté également dans les sections portant sur le Vietnam et la Thaïlande. Les femmes risquent également de s'endetter davantage lorsqu'elles font face à l'augmentation des mauvaises récoltes ou des phénomènes météorologiques extrêmes induits par la crise climatique. En outre, elles sont confrontées à des obstacles préexistants qui les privent des moyens effectifs de se protéger et de prendre soin de leur santé et de leur bien-être, en dépit de leur immense contribution au rétablissement des ménages et des communautés suivant les conséquences des changements climatiques où une sorte de *féminalisation de la survie* se produit dans les situations de crise.

4.4 L'Indonésie

L'Indonésie est le plus grand État archipélagique du monde, composé de plus de 17 500 îles et de plus de 81 000 kilomètres de bandes côtières. Le littoral indonésien comprend une population d'environ 220 millions de personnes qui résident à moins de 100 km de la côte et plus de 150 millions de ces habitants dépendent des ressources marines pour assurer leur subsistance (Pratiwi *et al.*, 2016). L'Indonésie se démarque par sa grande diversité géographique, démographique, sociale, culturelle et biologique. Les îles qui composent le pays abritent la quatrième plus grande population mondiale incluant de multiples groupes ethniques, linguistiques

et religieux (*Ibid.*). De plus, la troisième plus grande forêt tropicale au monde se situe en Indonésie, malgré les ravages constants attribués à l'exploitation forestière, minière et à la production d'huile de palme (Tickamyer & Kusujiarti, 2020). La combinaison d'une forte densité de population et d'une grande biodiversité fait de l'Indonésie l'un des pays les plus vulnérables aux effets du changement climatique (Malik *et al.*, 2021). La situation insulaire expose l'Indonésie à de multiples risques naturels et humains, notamment les tremblements de terre, les éruptions volcaniques, les glissements de terrain, les tsunamis, les cyclones, les inondations, la déforestation et les déversements d'hydrocarbures (*Ibid.*). Au cours des 30 dernières années, l'Indonésie a connu en moyenne 289 catastrophes par an (Tickamyer & Kusujiarti, 2020). La catastrophe naturelle la plus connue est le tremblement de terre et le tsunami de 2004 qui ont détruit la province d'Aceh au nord de Sumatra (*Ibid.*). Plusieurs activités de subsistances qui représentent une proportion importante de la croissance économique indonésienne sont à risque comme le transport maritime, les industries côtières, l'industrie navale, l'extraction des ressources, la pisciculture et le tourisme (*Ibid.*).

La pénétration croissante du capitalisme mondial dans les zones rurales de l'Indonésie est soutenue par l'État dans le cadre de programmes de développement ambitieux qui accélèrent souvent l'extraction des ressources naturelles et qui conduisent à des transformations environnementales notables (Haug, 2017). D'ailleurs, le pays a également un historique de colonisation et de régime politique autoritaire qui affecte la relation entre l'État et la population encore à ce jour. L'Indonésie obtient son indépendance en 1949 lors de la signature de l'accord de la *Table ronde*. En 1998, le régime autoritaire sous Suharto a été renversé après 32 années en place (Tickamyer & Kusujiarti, 2020). Toutefois, les tensions et les affrontements se maintiennent

actuellement entre les autorités indonésiennes et les communautés autochtones, tensions ancrées et soutenues par un mécontentement extrême à l'égard du conflit politique non résolu suivant la décolonisation sur les droits au territoire (Csevar, 2020). L'avènement du colonialisme a fait de sorte que l'île de Java s'est imposée comme un centre unique, tandis que les îles environnantes se transformaient de plus en plus en périphérie de l'État. Après l'indépendance de l'Indonésie, la position centrale de Java et de la capitale Jakarta a été encore davantage renforcée au sein du système dominant : le régime du *Nouvel Ordre* hautement centraliste. Alors que Java est perçue comme l'image du développement, les îles extérieures sont considérées comme les marges de l'État, ayant besoin de développement (Haug, 2017).

S'il est vrai que les facteurs politiques et socio-économiques ont été les principaux moteurs du conflit qui a suivi la décolonisation, celui-ci a également été largement influencé et façonné par les ressources naturelles du territoire indonésien (Csevar, 2020). Dans ce contexte particulier, la mine de Grasberg située en Papouasie indonésienne, qui contient l'une des plus importantes réserves de cuivre et d'or au monde, est devenue l'incarnation de la domination coloniale, de l'exploitation, de la pauvreté et de l'inégalité (*Ibid.*). De fait, l'extraction des ressources des îles ne peut être considérée indépendamment du contexte général de la sécurité, car elle se déroule dans un contexte d'instabilité politique et de violence souvent liée à l'accès à la terre et aux ressources et à leur contrôle. Ce phénomène a également entraîné un afflux massif de migrants indonésiens attirés par les riches ressources du territoire et les opportunités économiques qu'elles représentent créant ainsi des tensions sociales et ethniques supplémentaires en raison de la concurrence accrue pour les terres et les ressources (*Ibid.*).

Un autre exemple est l'île de Bornéo. La déforestation et la dégradation de l'environnement naturel ont été accélérées par l'expansion du contrôle de l'État, c'est-à-dire les plans ambitieux des gouvernements nationaux visant à générer des revenus et à stimuler la croissance économique par l'extraction des ressources naturelles, ainsi que la marchandisation croissante de la terre et des autres ressources naturelles (Haug, 2017). Pour un des groupes autochtones de Bornéo, communément appelé Dayak, ces changements impliquent souvent la perte de terres et d'autres ressources naturelles, ce qui force une dépendance croissante à l'égard du travail salarié et une évolution vers la vie dans les centres urbains pour les hommes de ces communautés (*Ibid.*).

4.4.1 Impacts climatiques sur les femmes

De nouvelles asymétries genrées apparaissent en raison des changements climatiques : l'exploitation croissante des ressources naturelles a entraîné de profondes transformations sociales et politiques qui (re)produisent des inégalités économiques, politiques et sociales déjà existantes (Haug, 2017 ; Großmann *et al.*, 2017). Comme les hommes et les femmes possèdent des connaissances, des rôles et des responsabilités différents en matière d'environnement, le genre joue un rôle crucial dans la détermination de l'accès et du contrôle des ressources naturelles et influence la manière dont les hommes et les femmes sont intégrés dans les systèmes de production (Großmann *et al.*, 2017). Généralement, en Indonésie, les femmes ont moins de chances de recevoir ou d'être en mesure d'agir en cas d'alerte préalable, elles sont plus susceptibles d'être confinées dans des endroits peu sûrs et d'avoir à s'occuper d'autres personnes, ce qui les empêche de s'échapper ou de réagir immédiatement et adéquatement en cas d'urgence climatique (Haug, 2017). Dans certains endroits, elles peuvent être entravées par des normes comportementales traditionnelles liées à leur sexe, qui les empêchent d'agir et leur dictent les personnes avec

lesquelles elles peuvent interagir. Elles ont également moins de chances d'accéder à de l'aide et de la recevoir, et sont davantage exposées à la violence domestique et aux agressions sexuelles selon les statistiques liées aux cas croissants de violence genrée suivant des catastrophes naturelles dans ce pays (Tickamyer & Kusujarti, 2020). Il est intéressant de noter le nombre disproportionné de décès parmi les femmes lors du tsunami d'Aceh en 2004 qui a été attribué à ces facteurs : relégation au foyer, le fardeau des soins des enfants, personnages âgés et personnes en situation de handicap, et l'incapacité de courir et de nager lorsqu'elles sont traditionnellement vêtues (*Ibid.*).

Parallèlement, une recherche menée à Kalimantan (la partie indonésienne de Bornéo) auprès de plusieurs communautés Dayak suggèrent que les investissements importants dans le secteur de l'huile de palme et l'expansion de cette industrie ont renforcé les inégalités de genre, principalement en raison de la faible présence des femmes dans les processus décisionnels publics, de l'exclusion des femmes, de la formalisation des droits fonciers et des régimes de travail désavantageux (Haug, 2017). De plus, comme mentionné a priori, une recherche menée par la *London School of Economy* a réussi à montrer que le nombre de victimes féminines était plus élevé que celui des victimes masculines en Indonésie lors de catastrophes naturelles. Ce phénomène s'explique notamment par les différences en matière de droits économiques et sociaux des femmes (Malik *et al.*, 2021). De même, le rôle des femmes dans l'adoption de mesures préventives visant à minimiser l'impact climatique est important puisque les femmes ont un fort potentiel de réseautage social au niveau du voisinage et peuvent agir en tant qu'agentes de changement à différents niveaux (Pratiwi *et al.*, 2016). Les femmes ne sont pas considérées comme des parties prenantes dans la formulation, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation des politiques ou des actions de lutte contre les changements climatiques (Malik *et al.*, 2021). De plus, par rapport aux

hommes, les femmes sont confrontées à d'énormes difficultés pour accéder à tous les niveaux des processus politiques et décisionnels (Haug, 2017). Elles sont donc moins susceptibles d'influencer les politiques, les programmes et les décisions qui ont un impact sur leur vie.

En Indonésie, la culture, l'histoire et les constructions sociales en général jouent un rôle important dans la formation de l'inégalité entre les sexes. Les femmes sont plus vulnérables à la crise climatique en raison des rôles socialement et culturellement construits créant une inégalité et désavantageant les femmes sont amplifiés par les changements climatiques, tels que l'accès limité aux ressources, la dépendance à l'égard des ressources naturelles, la division sexuelle du travail, le manque d'éducation et d'accès à l'information, la mobilité limitée, et les rôles limités dans la prise de décision (Pratiwi *et al.*, 2017). De fait, les normes socioculturelles présentes en Asie du Sud-Est, dans ce cas-ci, en Indonésie, peuvent empêcher les femmes d'acquérir les informations et les compétences nécessaires pour échapper aux dangers climatiques (*Ibid.*). De même, le rôle des femmes dans la prise en charge de la famille peut restreindre leur mobilité en cas de catastrophe, car elles sont responsables des enfants et des personnes âgées (Pratiwi *et al.*, 2016). Le manque de données sexospécifiques dans tous les secteurs (moyens de subsistance, préparation aux catastrophes, protection de l'environnement, santé et bien-être) conduit souvent à une sous-estimation du rôle et de la contribution des femmes (Malik *et al.*, 2021).

Les obstacles à l'égalité de genre en Indonésie sont les attitudes discriminatoires, qui empêchent les femmes d'obtenir des droits économiques, la propriété et l'héritage fonciers, l'accès au crédit, aux salaires et aux avantages sociaux sur le lieu de travail (Pratiwi *et al.*, 2017). Elles ont généralement moins d'accès et de contrôle sur les ressources, telles que la terre, les services financiers, les ressources agricoles, les services de vulgarisation et les technologies qui pourraient

les aider à surmonter les vulnérabilités existantes (*Ibid.*). Certaines femmes acquièrent des actifs par elle-même, toutefois, d'un point de vue culturel, après le mariage, le bien devient un bien familial, même si les propriétés sont principalement gérées par les femmes, car elles ont un rôle important à jouer dans les affaires domestiques (Wibowo *et al.*, 2023). Pourtant, les femmes se sont révélées être des agentes de changement importantes dans différents secteurs, dont le secteur forestier, où elles jouent un rôle de premier plan dans la préservation des ressources grâce entre autres à la diversification de leurs stratégies de subsistance dans le secteur informel (Pratiwi *et al.*, 2016). Dans un contexte plus large, l'absence de soutien explicite aux femmes dans les politiques forestières est également associée au manque de reconnaissance de l'accès des femmes aux ressources naturelles (Wibowo *et al.*, 2023).

4.4.2 Agriculture

Les changements climatiques affectent grandement la santé et les moyens de subsistance des communautés pauvres qui vivent sur la côte ; celles qui dépendent de l'agriculture sont très affectées par les sécheresses, l'élévation du niveau de la mer, les inondations et les glissements de terrain (Pratiwi *et al.*, 2016). Même si la présence effective des femmes dans la prise de décision et leur autonomisation bénéficie à leurs familles et à leurs communautés, les femmes subissent souvent l'impact le plus important de la pauvreté en raison de leur rôle assigné irremplaçable au sein de la famille et du ménage (Wibowo *et al.*, 2023). En fait, l'industrialisation, l'urbanisation, la migration de la main-d'œuvre et l'intégration croissante des zones rurales au marché peuvent avoir des effets d'autonomisation sur les femmes, car leur présence est accrue dans le secteur agricole, phénomène connu sous le nom de féminisation de l'agriculture (Haug, 2017). Généralement, la capacité de réponse aux impacts des changements climatiques dépend de la capacité économique

et des revenus qui sont déterminés par les moyens de subsistance (Wibowo *et al.*, 2023.). Ainsi, si les revenus sont élevés, la capacité d'adaptation sera plus grande, et vice versa.

Le type de moyens de subsistance décrit également le degré d'exposition des personnes aux effets des changements climatiques : le secteur agricole est plus exposé à la crise climatique, car il dépend des conditions climatiques pour prospérer et la sécheresse ou les inondations peuvent endommager les terres agricoles et entraîner une baisse des revenus des agriculteurs (Pratiwi *et al.*, 2017). En outre, la sécheresse rend difficile l'accès à l'eau potable, en particulier pour les personnes qui dépendent principalement des puits. Elles doivent alors acheter de l'eau pour les usages domestiques, tels que le bain, le lavage et la cuisine (*Ibid.*). En raison des normes, relations et pratiques socioculturelles actuelles en matière de genre, les femmes et les filles sont confrontées à des contraintes économiques, culturelles et sociales en matière d'accès à l'emploi rémunéré, de répartition des actifs, d'opportunités et de ressources, ce qui les associe souvent à des tâches non rémunérées qui dépendent de facteurs climatiques, tels que l'agriculture de subsistance ou la collecte de l'eau (Eissler, 2019).

Par ailleurs, le pays est le troisième plus grand producteur mondial de cacao (Csevar, 2020). Dans les ménages de petits producteurs de cacao, la contribution des femmes au travail est essentielle à l'approvisionnement durable. Elles sont impliquées dans toutes les étapes de la production de cacao, mais ne sont pas considérées comme les exploitants du ménage et sont souvent négligées pour les opportunités de renforcement des capacités ou des compétences, par exemple pour des formations (Eissler, 2019). Le cacao dépend fortement de conditions climatiques spécifiques pour une croissance optimale, et sa production est donc très vulnérable aux

changements climatiques. En fait, 70 % de l'offre nationale est produite par 400 000 petits exploitants et leurs familles, qui dépendent uniquement des rendements du cacao pour leurs moyens de subsistance. Les agriculteurs doivent maintenir des rendements élevés à chaque récolte pour avoir un revenu nécessaire assurant leur subsistance (*Ibid.*). Le secteur agricole indonésien se compose également de rizières. Le riz a besoin d'une grande quantité d'eau pour atteindre une croissance optimale, et il est donc fortement influencé par la variabilité du climat comme une diminution des précipitations et une augmentation des températures (Sekaranom *et al.*, 2021). L'île de Java contribue à environ 60 % de la production indonésienne de riz. Les impacts climatiques sur Java pourraient conduire à des sécheresses plus sévères pendant la saison sèche et à des inondations plus importantes pendant la saison des pluies (*Ibid.*). D'ici 2050, on estime que la production de riz sur l'île de Java diminuera d'environ 30 % par rapport à la production actuelle en raison du changement climatique (*Ibid.*).

4.4.3 Communautés autochtones

L'Indonésie abrite de nombreuses communautés autochtones qui pratiquent des centaines de langues et de traditions locales et qui dépendent de leur environnement naturel pour maintenir leurs moyens de subsistance traditionnels, leur identité et leur culture (Csevar, 2020). Le régime du *Nouvel Ordre* s'est présenté comme un gouvernement de progrès, apportant le développement à la périphérie indonésienne et à ses habitants. L'objectif du gouvernement était de développer les groupes autochtones et de les intégrer dans le domaine social et culturel du pays afin qu'ils disparaissent. Cela signifiait que les peuples autochtones indonésiens étaient confrontés à de graves discriminations et à des politiques d'assimilation (Haug, 2017). Pendant le *Nouvel Ordre*, le régime de développement autoritaire de Suharto était fondé sur l'extraction des ressources

naturelles des îles extérieures pour favoriser le progrès du centre (Großmann *et al.*, 2017). Cette marchandisation de la nature a causé des transformations dans les stratégies de subsistance et les structures économiques. Subséquemment, des conflits concernant l'accès et le contrôle des terres et des ressources émergent (*Ibid.*). Les terres et les ressources étant de plus en plus limitées, les déplacements peuvent entraîner des tensions sociales supplémentaires et déclencher des conflits locaux dans les zones d'accueil.

Dans un contexte fragile et propice aux conflits, les changements climatiques exacerbent les facteurs sociaux, économiques et environnementaux existants en Indonésie et constituent donc un facteur environnemental supplémentaire de conflit (Csevar, 2020). S'ajoutant à ce conflit non résolu, les communautés autochtones de même que les agriculteurs locaux doivent également faire face à une répartition inéquitable des terres et des ressources, à une pollution extrême et à une dégradation de l'environnement causée par les secteurs de l'exploitation, par exemple le secteur minier ou la production de l'huile de palme (*Ibid.*). Ces pratiques d'extraction ont conduit à une déforestation flagrante avec des conséquences dévastatrices pour les moyens de subsistance traditionnels des communautés de la forêt et ceux qui pratiquent l'agriculture (*Ibid.*). Les variations climatiques et les phénomènes météorologiques extrêmes perturbent l'accès aux ressources naturelles et, combinés à l'impact des pratiques d'extraction, sont donc susceptibles d'accroître l'insécurité et la concurrence autour des terres et des ressources, d'accentuer la marginalisation des communautés autochtones et d'exacerber la dégradation de l'environnement (Großmann *et al.*, 2017).

4.4.4 Femmes autochtones

Les changements climatiques ont un impact disproportionné sur les femmes autochtones, dont les terres ancestrales sont profondément ancrées dans leur identité, et qui dépendent de l'accès à la terre pour remplir les rôles qui leur sont attribués (Csevar, 2020). Historiquement, les femmes autochtones ont été la cible de formes de violence très diverses, dont les abus sont intrinsèquement liés au conflit politique et socio-économique de la région. En outre, la perte de leurs terres et la dégradation de l'environnement naturel dû aux activités d'extraction et à l'impact du changement climatique font peser un fardeau disproportionné sur les femmes, qui dépendent de l'accès à la terre et aux ressources pour remplir leurs rôles traditionnels (Großmann *et al.*, 2017).

La perte des terres et des ressources traditionnelles a eu un impact monumental sur le bien-être culturel et social, voire sur la survie, des femmes autochtones qui ont un lien spirituel et culturel fort avec leurs terres et leurs forêts. À la suite des opérations militaires, de nombreuses communautés rurales ont fui leurs villages pour se réfugier dans la forêt ou ont été expulsées de force pour faire place à des activités d'extraction (*Ibid.*). Les déplacements exposent également les femmes à un risque accru de violence. En plus des violences sexuelles et des déplacements subis par les femmes autochtones, la perte des terres et des ressources traditionnelles a été identifiée comme ayant un impact singulièrement négatif sur les femmes, car elle entrave leur autonomisation et les rend vulnérables à une violence continue (Csevar, 2020). Les effets de la violence systémique à l'encontre des femmes autochtones ont été amplifiés par l'insécurité foncière et la diminution de l'accès aux ressources, aggravées par l'impact croissant du changement climatique.

4.4.5 Synthèse

L'un des défis des luttes environnementales actuelles est l'autonomisation des groupes marginalisés sans créer de nouvelles exclusions. Les femmes semblent moins aptes à s'adapter aux changements climatiques que les hommes en raison des systèmes patriarcaux d'oppression mis en place ; elles représentent la majorité des personnes à faible revenu et ont généralement un niveau d'éducation inférieur à celui des hommes par manque d'accès. Dans les zones rurales, elles se voient souvent refuser le droit à la propriété et à la terre, ce qui leur rend difficile l'accès au crédit et aux services de vulgarisation agricole, en plus de renforcer leur dépendance aux hommes des ménages.

L'inégalité entre les sexes se manifeste également dans les zones urbaines, où les femmes souffrent également de manière disproportionnée. Dans les quatre contextes nationaux étudiés, elles sont plus pauvres que les hommes, et elles rencontrent également des difficultés dans l'accès aux ressources et aux services nécessaires à la satisfaction de leurs besoins et ont très peu d'opportunités décisionnelles (Pratiwi *et al.*, 2016). Elles sont aussi fréquemment confinées aux emplois informels (vendeuses de rue, travailleuses à domicile/domestique, travailleuses du sexe, etc.) pour ces raisons. Les différences les plus importantes dans les impacts climatiques se situent au niveau des relations de genres, du capital social et des ressources communautaires. De même, les communautés autochtones sont encore soumises aux conséquences des résidus d'un régime autoritaire qui maintient une emprise sur leurs capacités d'adaptations climatiques et qui favorisent l'industrie extractive au détriment de l'environnement. Malgré la richesse culturelle, ethnique, ainsi que la grande biodiversité présente en Indonésie, le développement économique est continuellement mis de l'avant par cet État archipélagique.

CONCLUSION

Ce présent essai vise à démontrer que les changements climatiques sont une crise où le genre a une grande importance, puisque les impacts climatiques ne sont pas les mêmes pour femmes que pour les hommes. De même, il ne faut pas négliger la contribution importante des femmes comme agentes de changement dans l'atténuation de la crise climatique par leurs savoirs. Une perspective intersectionnelle et écoféministe permet de comprendre la réalité climatique auxquelles les femmes font face, en allant au-delà de la simple description de la vulnérabilité genrée vis-à-vis les changements climatiques pour explorer également les raisons sociales et culturelles qui déterminent les procédures et les actions de la population, la capacité ou l'incapacité d'agir des femmes et leur impact sur le processus décisionnel dans un milieu où des communautés variées interagissent.

Cet essai s'intéresse à l'Asie du Sud-Est puisque cette région représente une zone caractérisée de délicate, une sorte de *hot spot* concernant les risques liés aux changements climatiques en raison de l'exposition élevée de grandes populations aux catastrophes naturelles, mais aussi : 1) de la dépendance à l'égard des pluies saisonnières pour l'approvisionnement en eau ; 2) de la sécurité alimentaire liée à l'agriculture ; 3) des facteurs secondaires de vulnérabilité tels que les taux élevés de pauvreté et d'inégalité sociales/économiques ; 4) de l'urbanisation rapide et non planifiée, et 5) de l'utilisation non durable des ressources naturelles (Boylard & Johnson, 2018 ; Patel *et al.*, 2019).

Après avoir analysé la situation climatique au Vietnam, en Thaïlande, aux Philippines et en Indonésie, nous pouvons constater que la réalité climatique des femmes est sensiblement la même en Asie du Sud-Est même si les pays diffèrent démographiquement, géographiquement, culturellement, politiquement et économiquement. Ayant une ampleur économique importante dans les régions du Sud global, le système agricole de production symbolise plus qu'un domaine d'exploitation économique : il est également une combinaison de hiérarchie sociale, de lignage familial, de genre et d'âge qui détermine l'accès aux ressources, la division des tâches et les mécanismes de prises de décision (Djoudi *et al.*, 2016). De plus, la collecte de l'eau s'avère être un problème majeur dans les régions ciblées puisque les changements climatiques ont réduit la quantité et la qualité de l'eau potable (Delgado-Ramos, 2015). Les inégalités de genre existent sous la forme de division de rôles/tâches dans ces communautés où les femmes ont traditionnellement plus de responsabilités sociales et familiales. Alors, les femmes doivent le plus souvent prendre le fardeau de la dégradation environnementale (Kings, 2017) puisqu'elles dépendent des ressources naturelles locales pour assurer leurs moyens de subsistance et qu'elles sont responsables de l'approvisionnement en eau, du bien-être du ménage et de la communauté, la collecte de combustibles pour la cuisson et le chauffage, ainsi que la sécurité alimentaire (Osman-Elasha, s.d.).

Les communautés marginalisées et les groupes autochtones vivent arduement les effets climatiques bien qu'ils aient un rôle clé à jouer dans l'adaptation et l'atténuation des changements climatiques, ils rencontrent de manière accrue des obstacles sociaux, politiques et économiques qui restreignent considérablement leur participation aux prises de décisions et aux discussions sur la crise climatique. Les luttes environnementales actuelles ont la tâche difficile d'assurer une

autonomisation des groupes marginalisés sans toutefois créer de nouvelles exclusions. L'intersectionnalité du genre et du statut autochtone renforce la dynamique de pouvoir qui a pour effet de les réduire au silence, mais qui munit simultanément ces femmes de rôles, de responsabilités et de savoirs qui, lorsque combinés, sont extrêmement pertinents et essentiels dans un contexte d'atténuation des effets climatiques.

Les inégalités sociales qui existaient déjà avant les phénomènes climatiques sont accentuées suivant des catastrophes naturelles. Les mécanismes en œuvre dans le système d'oppression néolibéral et patriarcal ont fait de sorte que le fardeau qui repose sur les femmes a doublé, voire triplé avec l'évolution de la crise climatique pour tout ce qui englobe les sphères productrices, reproductrices et communautaire. Une féminisation de l'agriculture se produit actuellement au Vietnam, en Thaïlande et aux Philippines puisque les responsabilités des femmes ont massivement augmenté dans ce domaine. L'auteure de cet essai en est ainsi venue à la conclusion que les solutions aux enjeux climatiques ne peuvent être un succès que si elles s'attaquent aux inégalités sociales, notamment en trait au genre et entre les groupes ethniques marginalisés. La situation environnementale désastreuse se maintient dans un système truqué en faveur des personnes qui le contrôle. Les solutions climatiques doivent être appréhendées de manière interconnectée au genre, tel que le prévoient l'intersectionnalité et l'écoféminisme.

RÉFÉRENCES

- Alahira, H. A. (2014). A Re-consideration of African Perspectives of Women, Gender and Development. *International Journal of Gender and Women's Studies*, 2(4), 69-86. <http://dx.doi.org/10.15640/ijgws.v2n4a4>
- Amin, S., Arrighi, G., Chesnais, F., Harvey, D., Itoh, M. & Katz, C. (2006). Qu'est-ce que le néolibéralisme? *Actuel Marx*, 40, 12-23. <https://doi.org/10.3917/amx.040.0012>
- Ampaire, E. L., Acosta, M., Huyer, S., Kigonya, R., Muchunguzi, P., Muna, R., & Jassogne, L. (2020). Gender in Climate Change, Agriculture, and Natural Resource Policies: Insights from East Africa. *Climatic Change*, 158(1), 43-60. <https://doi.org/10.1007/s10584-019-02447-0>
- Andajani-Sutjahjo, S., Chirawatkul, S. & Saito, E. (2015). Gender and Water in Northeast Thailand: Inequalities and Women's Realities. *Journal of International Women's Studies*, 16(2), 200-212. <http://vc.bridgew.edu/jiws/vol16/iss2/13>
- Bardin, L. (2013). Chapitre II. Définition et rapport avec les autres sciences. Dans : L. Bardin, *L'analyse de contenu* (pp. 30-51). Presses universitaires de France. <https://doi.org/10.3917/puf.bard.2013.01>
- Basconcillo, J. A. (2019). Gender and Climate Change Adaptation: A Case Study of Flood-Prone Rice-Farming Villages in Bulacan, Philippines. *Gender Dimension*, 51. <https://cgspace.cgiar.org/bitstream/handle/10568/100189/>
- Beauvoir, S. de. (1986). *Le Deuxième Sexe*, Tome II. Gallimard.
- Beechey, V. (1979). On patriarchy. *Feminist Review*, 3(1), 66-82. <https://doi.org/10.1057/fr.1979.21>
- Bennett, N. J., Dearden, P., Murray, G., & Kadfak, A. (2014). The Capacity to Adapt?: Communities in a Changing Climate, Environment, and Economy on the Northern Andaman Coast of Thailand. *Ecology and Society*, 19(2). <http://www.jstor.org/stable/26269523>
- Bhadwal, S., Sharma, G., Gorti, G., & Sen, S. M. (2019). Livelihoods, Gender, and Climate Change in the Eastern Himalayas. *Environmental Development*, 31, 68–77. <https://doi.org/10.1016/j.envdev.2019.04.008>
- Bilge, S. (2019). Quand le développement international interpelle l'intersectionnalité. Dans : Charmaine Levy et Andrea Martinez éd., *Genre, féminismes et développement: Une trilogie en construction* (pp. 39-52). Presses de l'Université d'Ottawa.

- Boyland, M., & Johnson, K. (2018). Climate Change, Young Women and Girls: Vulnerability, Impacts and Adaptation in Northern Thailand. *Plan International*.
<https://planinternational.org/publications/climate-change-young-women-and-girls/>
- Brown, N. (2001). History and Climate Change: A Eurocentric Perspective (1st ed.). Routledge.
<https://doi.org/10.4324/9780203995686>
- Bryan, E., Theis, S., Choufani, J., De Pinto, A., Meinzen-Dick, R. S., & Ringler, C. (2017). Cadre conceptuel: Initiative pour l'intégration des dimensions de genre, de changement climatique et de nutrition dans les programmes de développement (GCAN). *International Food Policy Research Institute*.
<https://ideas.repec.org/p/fpr/gcanpn/french7.html>
- Buncag, M. J. (2021). Biodiversity and Indigenous People Amidst Climate Change: The Case of Palawan, Philippines. *International Journal of Science and Research (IJSR)*, 10(6), 960-967. <https://doi.org/10.21275/SR21607095740>
- Burgart Goutal, J. (2017). Un nouveau printemps pour l'écoféminisme? *Multitudes*, 67, 17-28. <https://doi.org/10.3917/mult.067.0017>
- Cai, Y. (2022). Climate Resilience and Resistance in Myanmar: Transcripts from Voiceless Women. *Climate and Development*, 1-10.
<https://doi.org/10.1080/17565529.2022.2097162>
- Camaya, Y. I., & Tamayo, G. L. (2018). Indigenous Peoples and Gender Roles: The Changing Traditional Roles of Women of The Kalanguya Tribe in Capintalan, Carranglan in The Philippines. *Open Journal of Social Sciences*, 6(2), 80-94.
<https://doi.org/10.4236/jss.2018.62008>
- Chambers, C., & Watkins, S. (2012). Postcolonial Feminism? *The Journal of Commonwealth Literature*, 47(3), 297–301. <https://doi.org/10.1177/0021989412456167>
- Chandra, A., McNamara, K. E., Dargusch, P., Caspe, A. M., & Dalabajan, D. (2017). Gendered Vulnerabilities of Smallholder Farmers to Climate Change in Conflict-Prone Areas: A Case Study from Mindanao, Philippines. *Journal of Rural Studies*, 50, 45–59.
<https://doi.org/10.1016/j.jrurstud.2016.12.011>
- Collins, P. H. (2015). Intersectionality's Definitional Dilemmas. *Annual review of sociology*, 41, 1-20. <https://doi.org/10.1146/annurev-soc-073014-112142>
- Connell, R. (2010). Understanding Neoliberalism. Dans : M. Luxton et S. Braedley éd., *Neoliberalism and Everyday Life* (pp. 22-36). McGill-Queen's University Press. https://www.researchgate.net/publication/288542013_Neoliberalism_and_everyday_life

- Crenshaw, K. (2005). Cartographies des marges : intersectionnalité, politique de l'identité et violences contre les femmes de couleur. *Cahiers du Genre*, 2(2), 51-82. <https://doi.org/10.3917/cdge.039.0051>
- Crutzen, J. P. (2007). La géologie de l'humanité : l'Anthropocène. *Écologie & politique*, 34, 141-148. <https://doi.org/10.3917/ecopo.034.0141>
- Csevar, S. (2020). The Compounding Impacts of Climate Change and Environmental Degradation on The Insecurity of Indigenous Women in Papua and West Papua, Indonesia. *HBO Kennisbank*.
https://www.hbokennisbank.nl/details/sharekit_hh:oai:surfsharekit.nl:39e04b11-14d2-46fb-8fe8-0894781d4f76?q=cultural+diversity&p=2
- Curran, S. R. & Meijer-Irons, J. (2014). CLIMATE VARIABILITY, LAND OWNERSHIP AND MIGRATION: EVIDENCE FROM THAILAND ABOUT GENDER IMPACTS. *Wash J Environ Law Policy*, 4(1), 37–74.
<https://www.ncbi.nlm.nih.gov/pmc/articles/PMC4991643/>
- Dalisay, S. N. (2018). Climate Trouble: Women in coastal communities in the Philippines respond to climate changes. *Diliman Gender Review*, 53-73.
https://genderandsecurity.org/sites/default/files/Dalisay_-_Climate_Trouble_-_W_in_Coastal_Communities_in_the_Philippines_Respond_to_Climate_Changes.pdf
- Davis, K. (2015). L'intersectionnalité, un mot à la mode. Ce qui fait le succès d'une théorie féministe. *Les cahiers du CEDREF. Centre d'enseignement, d'études et de recherches pour les études féministes*, (20). <https://doi.org/10.4000/cedref.827>
- Dasgupta, S. (2018). Gender-based Vulnerabilities and Adaptation to a Changing Climate : A Case Study in Tra Hat Hamlet, Bac Lieu Province, Vietnam. Dans : T. Paris et M.F. Rola-Rubzen éd., *Gender Dimension of Climate Change Research in Agriculture : Case Studies in Southeast Asia* (pp. 17-42). CGIAR Research Program on Climate Change, Agriculture and Food Security (CCAFS).
<https://mail.wocan.org/sites/default/files/Book%20on%20Gender1.pdf#page=59>
- Dechaufour, L. (2008). Introduction au féminisme postcolonial. *Nouvelles Questions Féministes*, 27, 99-110. <https://doi.org/10.3917/nqf.272.0099>
- DeFries, R., & Nagendra, H. (2017). Ecosystem Management as A Wicked Problem. *Science*, 356(6335), 265-270. <https://doi.org/10.1126/science.aal1950>
- Delfino, A., Dizon, J., Quimbo, M. A., & Depositario, D. P. (2019). Social vulnerability and adaptive capacity to climate change impacts of women-headed households in the Philippines: A comparative analysis. *Journal of Environmental Science and Management*, 22(2). https://doi.org/10.47125/jesam/2019_2/05

- Delgado-Ramos, C. (2015). *Inequality and Climate Change : Perspectives From the South*. Codesria. <https://www.publication.codesria.org/index.php/pub/catalog/book/56>
- Denhez, F. (2012). Climat : du mythe eschatologique à la – chaude – réalité. Dans : Philippe Norel éd., *Une histoire du monde global* (pp. 350-356). Auxerre: Éditions Sciences Humaines. <https://doi.org/10.3917/sh.testo.2012.01.0350>
- Denton, F. (2002). Climate Change Vulnerability, Impacts, and Adaptation: Why Does Gender Matter? *Gender and Development*, 10(2), 10–20. <https://doi.org/10.1080/13552070215903>
- Desai, B. H., & Mandal, M. (2021). Role of climate change in exacerbating sexual and gender-based violence against women: A new challenge for international law. *Environmental Policy and Law*, 51(3), 137-157. <https://doi.org/10.3233/EPL-210055>
- Djoudi, H., Locatelli, B., Vaast, C., Asher, K., Brockhaus, M., & Sijapati, B. B. (2016). Beyond Dichotomies: Gender and Intersecting Inequalities in Climate Change Studies. *Ambio*, 45(3), 248-262. <https://doi.org/10.1007/s13280-016-0825-2>
- Dorlin, E. (2005). De l'usage épistémologique et politique des catégories de « sexe » et de « race » dans les études sur le genre. *Cahiers du Genre*, 39, 83-105. <https://doi.org/10.3917/cdge.039.0083>
- Eastin, J. (2018). Climate Change and Gender Equality in Developing States. *World Development*, 107, 289-305. <https://doi.org/10.1016/j.worlddev.2018.02.021>
- Eaubonne (d'), F. (1974). *Le féminisme ou la mort*. Pierre Horay.
- Eissler, S. (2019). *Chocolate and Climate Change : Investigating Gender Dynamics of Small-Scale Cacao Producers in Lampung and South Sulawesi Indonesia* [Doctoral dissertation]. Pennsylvania State University. <https://www.proquest.com/openview/bbc10ef14db5a9982ee2b36e64388e7a/1?pq-origsite=gscholar&cbl=44156>
- Erwin, A., Ma, Z., Popovici, R., Salas O'Brien, E. P., Zanotti, L., Zeballos, E., Bauchet, J., Ramirez Calderón, N. & Arce Larrea, G. R. (2021). Intersectionality Shapes Adaptation to Social-Ecological Change. *World Development*, 138. <https://doi.org/10.1016/j.worlddev.2020.105282>
- Gaard, G. (2015). Ecofeminism and Climate Change. *Women's Studies International Forum*, 49, 20–33. <https://doi.org/10.1016/j.wsif.2015.02.004>
- Gabriel, A. G., De Vera, M., & B. Antonio, M. A. (2020). Roles of indigenous women in forest conservation: A comparative analysis of two indigenous communities in the

- Philippines. *Cogent Social Sciences*, 6(1), 1720564.
<https://doi.org/10.1080/23311886.2020.1720564>
- Gandon, A. L. (2009). L'écoféminisme: une pensée féministe de la nature et de la société. *Recherches féministes*, 22, 5-25. <https://doi.org/10.3917/mult.067.0017>
- Georgiadis, P. (2022). Ethnobotanical Knowledge Against the Combined Biodiversity, Poverty and Climate Crisis: A Case Study from a Karen Community in Northern Thailand. *Plants, People, Planet*, 4(4), 382-391. <https://doi.org/10.1002/ppp3.10259>
- Gonda, N. (2017). Revealing the Patriarchal Sides of Climate Change Adaptation Through Intersectionality. *Understanding Climate Change through Gender Relations*, 173-189. <https://doi.org/10.4324/9781315661605-11>
- Gournay, A. (2019). *Écoféminisme et voix autochtones: perspectives dans un contexte d'adaptation aux changements climatiques* (Doctoral dissertation, Université de Sherbrooke). <http://hdl.handle.net/11143/16066>
- Gravillon, I. (2014). Le genre décrypté. *L'école des parents*, 607, 19-23. <https://doi.org/10.3917/epar.607.0019>
- Gras, A. (2007). *Le choix du feu : Aux origines de la crise climatique (Essais, 10) (French Edition)*. FAYARD.
- Graziano, K., Pollnac, R., & Christie, P. (2018). Wading past assumptions: gender dimensions of climate change adaptation in coastal communities of the Philippines. *Ocean & Coastal Management*, 162, 24-33. <https://doi.org/10.1016/j.ocecoaman.2018.01.029>
- Großmann, K., Padmanabhan, M., & Afiff, S. (2017). Gender, Ethnicity, and Environmental Transformations in Indonesia and Beyond. *ASEAS - Austrian Journal of South-East Asian Studies*, 10(1), 1-10. <https://doi.org/10.14764/10.ASEAS-2017.1-1>
- Grosse, I. (2015). Gender Values in Vietnam--Between Confucianism, Communism, and Modernization. *Asian Journal of Peacebuilding*, 3(2). <https://doi.org/10.18588/201511.000045>
- Han, Y.-C. J., Pross, C., Agarwal, R., & Torre, R. A. (2022). State of Gender Equality and Climate Change in ASEAN. *Stockholm Environment Institute (SEI)*. https://asean.org/wp-content/uploads/2022/08/State-of-Gender-Equality-and-Climate-Change-in-ASEAN_FINAL-1.pdf
- Haug, M. (2017). Men, Women, and Environmental Change in Indonesia: The Gendered Face of Development Among the Dayak Benuaq. *Advances in Southeast Asian Studies*, 10(1), 29-46. <https://doi.org/10.14764/10.ASEAS-2017.1-3>

- Henriksson, R., Vincent, K., Archer, E. & Jewitt, G. (2021). Understanding Gender Differences in Availability, Accessibility, and Use of Climate Information Among Smallholder Farmers in Malawi. *Climate and Development*, 13(6), 503-514. <https://doi.org/10.1080/17565529.2020.1806777>
- Hoffmann, N. (2003). L'asymétrie en Asie du Sud-Est, un mode opératoire systématique?. *Revue internationale et stratégique*, 51, 115-123. <https://doi.org/10.3917/ris.051.0115>
- Jerneck, A. (2018). What About Gender in Climate Change? Twelve Feminist Lessons from Development. *Sustainability*, 10(3), 627. <https://doi.org/10.3390/su10030627>
- Jongjarb, K. & Buranajaroenkij, D. (2021). Thailand. *Empodera Clima*. <https://www.empoderaclima.org/en/ndcs-gender/thailand>
- Kaijser, A., & Kronsell, A. (2014). Climate change through the lens of intersectionality. *Environmental politics*, 23(3), 417-433. <https://doi.org/10.1080/09644016.2013.835203>
- Keen, S. (2021). The Appallingly Bad Neoclassical Economics of Climate Change. *Globalizations*, 18(7), 1149-1177. <https://doi.org/10.1080/14747731.2020.1807856>
- Kings, A., E. (2017). Intersectionality and the Changing Face of Ecofeminism. *Ethics and the Environment*, 22, 63–87. <https://doi.org/10.2979/ethicsenviro.22.1.04>
- Lachenal, P. (2016). *Questions de genre: Comprendre pour dépasser les idées reçues*. Le Cavalier Bleu.
- Lama, P., Hamza, M. & Wester, M. (2021). Gendered Dimensions of Migration in Relation to Climate Change. *Climate and Development*, 13(4), 326-336. <https://doi.org/10.1080/17565529.2020.1772708>
- La Presse. (2019, 14 mai). La ministre McKenna veut décréter l' « urgence climatique nationale » . *La Presse*. Consulté le 11 octobre 2022, à l'adresse <https://www.lapresse.ca/actualites/environnement/2019-05-14/la-ministre-mckenna-veut-decreter-l-urgence-climatique-nationale>
- Larrère, C. (2015). La nature a-t-elle un genre ? Variétés d'écoféminisme. *Cahiers du Genre*, 59, 103-125. <https://doi.org/10.3917/cdge.059.0103>
- Latouche, S. (1997). « Le développement, une imposture durable ». Dans : Jacques Prades éd., *Bernard Charbonneau : une vie entière à dénoncer la grande imposture*. Toulouse: Érès, p. 89-98. <https://doi.org/10.3917/eres.prade.1997.01.0089>
- Létourneau, A. (2021). L'adaptation aux changements climatiques d'un point de vue éthique. *Ethica*, 24(2), 107-138. <https://adaptationmemphre.ca/wp-content/uploads/2021/05/AdaptationCCPointdeVueEthique.pdf>

- Lebel, L., Lebel, P., & Lebel, B. (2014). Gender and the management of climate-related risks in northern thailand. *International Social Science Journal*, 65(217-218), 147–158. <https://doi.org/10.1111/issj.12090>
- Lumbo, S. G. (2017). Enduring Climate Change and Food Insecurity Through Charcoal Production: A Poverty Coping Strategy of Reluctant Indigenous Women in The Philippines. *Journal Sampurasun: Interdisciplinary Studies for Cultural Heritage*, 3(1), 33-40. <https://doi.org/10.23969/sampurasun.v3i1.164>
- Makowiak, J. (2021). Environnement et genre. Quand la question du changement climatique met (aussi) en lumière l'inégalité femme homme. *Revue juridique de l'environnement*, 46, 675-677. <https://www.cairn.info/revue--2021-4-page-675.htm>
- Malik, I., Rusnaedy, Z., & Khaerah, N. (2021). Coastal Women's Resilience Strategy Against Climate Change Vulnerability in Makassar, Indonesia. *E3S Web of Conferences*, 277. EDP Sciences. <https://doi.org/10.1051/e3sconf/202127701003>
- Masika, R. (Ed.) & Sweetman, C. (2002). *Gender, Development, and Climate change (International Development)*. Oxfam GB. <https://policy-practice.oxfam.org/resources/gender-development-and-climate-change-121149/>
- McCall, L. (2005). The Complexity of Intersectionality. *Signs*, 30(3), 1771-1800. <http://www.jstor.org/stable/10.1086/426800>
- McKinley, J., Adaro, C., Rutsaert, P., Pede, V., & Sander, B. O. (2018). Gendered Perceptions, Impacts and Coping Strategies in Response to Climate Change: Evidence from Mekong Delta, Vietnam. Dans : T. Paris et M.F. Rola-Rubzen éd., *Gender Dimension of Climate Change Research in Agriculture : Case Studies in Southeast Asia* (pp. 43-62). CGIAR Research Program on Climate Change, Agriculture and Food Security (CCAFS). <https://mail.wocan.org/sites/default/files/Book%20on%20Gender1.pdf#page=59>
- Mohanty, C. T. (1984). Under Western Eyes: Feminist Scholarship and Colonial Discourses. *Boundary 2*, 333-358. <https://doi.org/10.2307/302821>
- Moriggi, A. (2018). Étude sur les liens entre inégalité entre les sexes et changement climatique en Chine. *Monde chinois*, 4(4), 83-96. <https://doi.org/10.3917/moch.056.0083>
- Moser, S. C. (2010). Communicating Climate Change: History, Challenges, Process and Future Directions. *Wires Climate Change*, 1(1), 31–53. <https://doi.org/10.1002/wcc.11>
- Nguyen, H. T., Biskupska, N., & Mortensen, S. (2019). *Exploring Gender Dimensions of Water Insecurity and Governance in The Lower Mekong Region*. Stockholm Environment Institute. <https://www.jstor.org/stable/pdf/resrep22987.pdf>
- Nguyen, H. T., & Rydstrom, H. (2018). Climate Disaster, Gender, and Violence: Men's Infliction of Harm Upon Women in the Philippines and Vietnam. *Women's studies international forum*, 71, 56-62. <https://doi.org/10.1016/j.wsif.2018.09.001>

- Nguyen, M-N. (2022). Tourism Industry in Vietnam – Statistics & Facts. *Statista*.
<https://www.statista.com/topics/7742/tourism-industry-in-vietnam/#topicOverview>
- Nong, H. T. T., Gan, C., & Hu, B. (2020). Climate Change Vulnerability and Adaptation in Vietnam from A Gender Perspective: A Case Study of Northern Province of Vietnam. *International Journal of Social Economics*, 47(8), 953-972.
<https://doi.org/10.1108/IJSE-09-2019-0534>
- Ofreneo, R. P., & Hega, M. D. (2016). Women’s solidarity economy initiatives to strengthen food security in response to disasters: insights from two Philippine case studies. *Disaster Prevention and Management*, 25(2), 168–182. <https://doi.org/10.1108/DPM-11-2015-0258>
- Osman-Elasha, B. (s.d.). Women... In The Shadow of Climate Change. *United Nations Chronicle*. <https://www.un.org/en/chronicle/article/womenin-shadow-climate-change>
- Owusu, M., Nursey-Bray, M., & Rudd, D. (2018). Gendered Perception and Vulnerability to Climate Change in Urban Slum Communities in Accra, Ghana. *Regional Environmental Change*, 19, 13-25. <https://doi.org/10.1007/s10113-018-1357-z>
- Partey, S.T., Dakorah, A.D., Zougmore, R.B., Ouédraogo, M., Nyasimi, M., Nikoi, G.K. & Huyer, S. (2020). Gender and Climate Risk Management: Evidence of Climate Information Use in Ghana. *Climatic Change*, 158, 61–75. <https://doi.org/10.1007/s10584-018-2239-6>
- Pattee, E., & Liu, R. (2021). Can the Tourism Industry Survive the Climate Crisis? *The Guardian*. <https://www.theguardian.com/environment/2021/dec/02/tourism-industry-climate-crisis>
- Patel, S. K., Agrawal, G., Mathew, B., Patel, S., Mohanty, B., & Singh, A. (2019). Climate Change and Women in South Asia: A Review and Future Policy Implications. *World Journal of Science, Technology and Sustainable Development*, 17(2), 145-166.
<https://doi.org/10.1108/WJSTSD-10-2018-0059>
- Pearse, R. (2017). Gender and Climate Change. *Wiley Interdisciplinary Reviews: Climate Change*, 8(2). <https://doi.org/10.1002/wcc.451>
- Pham, P., Doneys, P., & Doane, D. L. (2016). Changing Livelihoods, Gender Roles and Gender Hierarchies: The Impact of Climate, Regulatory and Socio-economic Changes on Women and Men in a Co Tu Community in Vietnam. In *Women's Studies International Forum*, 54, 48-56. <https://doi.org/10.1016/j.wsif.2015.10.001>
- Phuong, T. T., Tan, N. Q., Hai, N. T., & Ngu, N. H. (2023). Reframing Climate Change Resilience: An Intersectional Perspective of Ethnicity and Gender from Vietnam. *Climate*, 11(4), 85. <https://doi.org/10.3390/cli11040085>

- Pielke Jr, R. A. (2005). Misdefining “Climate Change”: Consequences for Science and Action. *Environmental Science & Policy*, 8(6), 548-561. <https://doi.org/10.1016/j.envsci.2005.06.013>
- Pratiwi, N. A. H., Rahmawati, Y. D., & Setiono, I. (2016). Mainstreaming gender in climate change adaptation: A case study from Cirebon, Indonesia. *International Institute for Environment and Development*. <https://www.iied.org/sites/default/files/pdfs/migrate/10792IIED.pdf>
- Pratiwi, N. A. H., Rahmawati, Y. D., & Setiono, I. (2017). Gender Equality in Climate Change Adaptation: A Case of Cirebon, Indonesia. *The Indonesian Journal of Planning and Development*, 2(2), 74-86. <https://doi.org/10.14710/ijpd.2.2.74-86>
- Price, R.A. (2018). Women-Initiated Measures to Cope with Environmental Stresses and Climate Change in South Asia. K4D Helpdesk Report. Brighton, UK: Institute of Development Studies. <https://opendocs.ids.ac.uk/opendocs/handle/20.500.12413/13595>
- Prior, T. L., & Heinämäki, L. (2017). The Rights and Role of Indigenous Women in Climate Change Regime. *Arctic Review*, 8. <https://doi.org/10.23865/arctic.v8.901>
- Ravera, F., Martín-López, B., Pascual, U., & Drucker, A. (2016). The Diversity of Gendered Adaptation Strategies to Climate Change of Indian Farmers: A Feminist Intersectional Approach. *Ambio*, 45(3), 335-351. <https://dx.doi.org/10.1007/s13280-016-0833-2>
- Resurrección, B., Biskupska, N., & Ha, N. (2018). Gender and Water Governance in The Mekong Region: Assessment and Opportunities. *International Union for Conservation of Nature and Natural Resources and Oxfam*. https://www.iucn.org/sites/dev/files/content/documents/2018/final_gender_report_mekong_water_governance_17_july.pdf
- Rosimo, M. M., Gonsalves, J. F., Gammelgaard, J., Vidallo, R. R., & Monville-Oro, E. (2018). Addressing gender-based impacts of climate change: A case study of Guinayangan, Philippines. *CGIAR Research Program on Climate Change, Agriculture and Food Security (CCAFS)*. <https://hdl.handle.net/10568/98473>
- Samson, G., Toussaint, R., & Pallascio, R. (2004). Instruments de collecte et outils d’analyse qualitatifs : un défi pour évaluer la capacité à transférer. *Recherches qualitatives*, 24, 84-102.
- Scott, B., Glavovic, B., Meisch, S., Schneider, P. & Wardekker, A. (2021). Beyond Rules: How Institutional Cultures and Climate Governance Interact. *Wiley Interdisciplinary Reviews: Climate Change*, 12(6). <https://doi.org/10.1002/wcc.739>

- Sekaranom, A. B., Nurjani, E., & Nucifera, F. (2021). Agricultural Climate Change Adaptation in Kebumen, Central Java, Indonesia. *Sustainability*, 13(13), 7069. <http://dx.doi.org/10.3390/su13137069>
- Sheard, J. (2018). Quantitative data analysis. Dans : K. Williamson et G. Johanson éd., *Research Methods : Information, Systems, and Contexts* (2e éd., pp. 429-452). Elsevier. <https://doi.org/10.1016/B978-0-08-102220-7.00018-2>
- Shiva, V., & Mies, M. (2014). *Ecofeminism*. Zed Books Ltd.
- Shrestha, R., Chaweewan, N., & Arunyawat, S. (2017). Adaptation to Climate Change by Rural Ethnic Communities of Northern Thailand. *MDPI Climate*, 5(3), 57. <http://dx.doi.org/10.3390/cli5030057>
- Spretnak, C. (2019). L'écoféminisme: Nos racines et notre épanouissement. *EcoRev'*, 47, 183-200. <https://doi.org/10.3917/ecorev.047.0183>
- Steinfeld, L., & Holt, D. (2020). Structures, Systems, and Differences That Matter: Casting an Ecological-intersectionality Perspective on Female Subsistence Farmers' Experiences of the Climate Crisis. *Journal of Macromarketing*, 40(4), 563–582. <https://doi.org/10.1177/0276146720951238>
- Strauss, A. & Corbin, J. (1990). *Basics of Qualitative Research*. Sage Publications.
- Suriyasarn, B. & Talerngsri, P. (2023). Integrating Climate Change (CC), Gender, and Social Inclusion (GSI) into Planning and Budgeting in Thailand. *UNDP*. https://www.undp.org/sites/g/files/zskgke326/files/2023-03/UNDP_CC-GSI%20Handbook_Eng_Final.pdf
- Tangjitman, K., Trisonthi, C., Wongsawad, C., Jitaree, S., & Svenning, J. C. (2015). Potential Impact of Climatic Change on Medicinal Plants Used in The Karen Women's Health Care in Northern Thailand. *Songklanakarin Journal of Science & Technology*, 37(3). <https://www.thaiscience.info/Journals/Article/SONG/10968409.pdf>
- Tanyag, M. (2018). Resilience, Female Altruism, and Bodily Autonomy: Disaster-Induced Displacement in Post-Haiyan Philippines. *Signs: Journal of Women in Culture and Society*, 43(3), 563–585. <https://doi.org/10.1086/695318>
- Taylor, S. J., & Bogdan, R. (1984). *Introduction to Qualitative Research Methods : The Search for Meanings*. Wiley.
- Tétreault, S. (2014). Recension des écrits (literature review). Dans : Sylvie Tétreault éd., *Guide pratique de recherche en réadaptation* (pp. 137-149). Louvain-la-Neuve: De Boeck Supérieur. <https://doi.org/10.3917/dbu.guill.2014.01.0137>

- Thao, B. H. (2021). New Report Launched to Support Gender Equality in Climate Action Amidst COVID-19. *UN Viet Nam*. <https://vietnam.un.org/en/125892-new-report-launched-support-gender-equality-climate-action-amidst-covid-19>
- Thomas, K., Hardy, R. D., Lazrus, H., Mendez, M., Orlove, B., Rivera-Collazo, I., ... & Winthrop, R. (2019). Explaining Differential Vulnerability to Climate Change: A Social Science Review. *Wiley Interdisciplinary Reviews: Climate Change*, 10(2). <https://doi.org/10.1002/wcc.565>
- Tickamyer, A. R., & Kusujarti, S. (2020). Risksapes of Gender, Disaster and Climate Change in Indonesia. *Cambridge Journal of Regions, Economy and Society*, 13(2), 233-251. <https://doi.org/10.1093/cjres/rsaa006>
- Tiwa, D. F. A., Duchemin Éric, Vandelac, L., Joseph, P., & Baillard Kévine. (2017). Changement climatique et conflits de genre dans l'agriculture paysanne dans l'ouest Cameroun : cas de Batcham. *Vertigo*, 17(3). https://www.erudit.org/fr/revues/vertigo/2017-v17_n3vertigo04476/1058387ar.pdf
- Trung, P. T. (2013). Climate Change and Its Gendered Impacts on Agriculture in Vietnam. *International Journal of Development and Sustainability*, 2(1), 52-62 . <https://www.isdsnet.com/ijds-v2n1-5.pdf>
- United Nations. (2021). Women bear the brunt of the climate crisis, COP26 highlights. *UN News*. <https://news.un.org/en/story/2021/11/1105322>
- UN Women. (2021). The State of Gender Equality and Climate Change in Viet Nam. *UN Women Asia and The Pacific*. <https://asiapacific.unwomen.org/en/digital-library/publications/2021/04/the-state-of-gender-equality-and-climate-change-in-vietnam>
- UNWTO. (2021). Vietnamese Women in Tourism. *United Nations World Tourism Organization*. <https://www.unwto.org/node/12296>
- Việt Nam News. (2022). Women Play a Crucial Role in Climate and Environmental Sectors: UNDP Representative. *VN*. <https://vietnamnews.vn/environment/1165561/women-play-a-crucial-role-in-climate-and-environmental-sectors-undp-representative.html>
- Vinke, K., Martin, M.A., Adams, S., Baarsch, F., Bondeau, A., Coumou, D., Donner, R.V., Menon, A., Perrette, M., Rehfeld, K., Robinson, A., Rocha, M., Schaeffer, M., Schwan, S., Serdeczny, O. & Svirejeva-Hopkins, A. (2017). Climatic Risks and Impacts in South Asia: Extremes of Water Scarcity and Excess. *Regional Environmental Change*, 17(6), 1569-1583. <https://doi.org/10.1007/s10113-015-0924-9>
- Van de Haterd, J., Budiyo, B., Darundiati, Y. H., & Spaan, E. (2021). Environmental Change and Health Risks in Coastal Semarang, Indonesia: Importance of Local Indigenous

- Knowledge for Strengthening Adaptation Policies. *Cities & health*, 5(3), 276-288.
<https://doi.org/10.1080/23748834.2020.1729451>
- Waller, S. & Masse, C. (1999). *L'analyse documentaire : Une approche méthodologique*. ADBS.
- Werndl, C. (2016). On Defining Climate and Climate Change. *The British Journal for the Philosophy of Science*. <https://www.journals.uchicago.edu/doi/full/10.1093/bjps/axu048>
- Wibowo, L. R., Hapsari, M., Astuti, R., Pramudya, E. P., Race, D., Kurniasari, D. R., & Hakim, I. (2023). Enhancing the livelihoods of marginalized indigenous women through customary forests in Bali, Indonesia. *World Institute for Development Economic Research (UNU-WIDER)*. <https://doi.org/10.35188/UNU-WIDER/2023/311-6>
- Wilson, K. (2018). Genre et développement : pour une réappropriation radicale. Dans : Aurélie Leroy éd., *De l'usage du genre* (pp. 77-112). Éditions Syllepse. <https://doi.org/10.3917/syll.cetri.2018.02.0077>
- Wongnithisathaporn, P. & Worsdell, T. (2021). Thailand's Indigenous Peoples Fight for 'land of our heart' (commentary). *Mongabay*. <https://news.mongabay.com/2021/03/thailands-indigenous-peoples-fight-for-land-of-our-heart-commentary/>
- Yadav, S. S., & Lal, R. (2018). Vulnerability of Women to Climate Change in Arid and Semi-Arid Regions: The Case of India and South Asia. *Journal of Arid Environments*, 149, 4-17. <http://dx.doi.org/10.1016/j.jaridenv.2017.08.001>
- Ylipaa, J., Gabrielsson, S., & Jerneck, A. (2019). Climate Change Adaptation and Gender Inequality: Insights from Rural Vietnam. *Sustainability*, 11(10), 2805.
<https://doi.org/10.3390/su11102805>